

MASTER DE SPECIALISATION EN ETUDES DE GENRE

KAISER

Félicie

Mémoire stage : Les masculinités hégémoniques et le climat

Comment les masculinités hégémoniques participent-elles à la production et à la perpétuation de la crise climatique?

Promotrice : Julie Hermesse, Université Catholique de Louvain

Déclaration sur l'honneur, mémoires/TFE de la Faculté de philosophie, arts et lettres, UCLouvain

Je déclare qu'il s'agit d'un travail original et personnel, que toutes les sources référencées ont été indiquées dans leur totalité et ce, quelle que soit leur provenance, et que l'utilisation des outils d'intelligence artificielle est conforme aux consignes générales d'utilisation publiées par l'UCLouvain et disponible à cette adresse :

<https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-p1/portail/reglement/Consignes-ChatGPT-version-etudiante.pdf?itok=SebXXm87>

Je suis consciente que le fait de ne pas citer une source, de ne pas la citer clairement et complètement, de ne pas annoncer dans une partie spécifique en début du mémoire l'utilisation que j'ai faite des outils d'intelligence artificielle ou de les utiliser de manière contraire à ce qui est prévu dans la note institutionnelle constituent des irrégularités graves au regard du *Règlement des études et des examens de l'Université catholique de Louvain* (Chapitre 4, section 7, article 107 à 114) au sein de l'Université. J'ai notamment pris connaissance des risques de sanctions académiques et disciplinaires encourues.

Au vu de ce qui précède, je déclare sur l'honneur ne pas avoir commis de plagiat ou toute autre forme de fraude et de n'avoir pas utilisé les outils d'intelligences artificielles en dehors de ce qui est accepté à l'UCLouvain.

Nom, Prénom : Kaiser Félicie

Date : 16/08/2026

Signature de l'étudiante



:

Déclaration sur l'utilisation de l'intelligence artificielle générative

Conformément aux consignes de l'UCLouvain relatives à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les travaux académiques, je déclare avoir eu recours à Claude (Anthropic, 2026), un grand modèle de langage, dans le cadre de la préparation de ce mémoire. Cet outil a été utilisé comme assistant linguistique, afin d'améliorer la clarté, la formulation et le style académique. Il n'a été mobilisé ni pour effectuer des recherches d'information, ni pour produire du contenu qui n'avait pas au préalable été écrit. L'ensemble des choix analytiques, des arguments, des interprétations et des conclusions relève de ma seule responsabilité. Tout contenu ayant bénéficié d'une assistance de l'IA a fait l'objet d'une relecture critique et d'une révision avant intégration au texte final.

Nom, Prénom : Kaiser Félicie

Date : 16/08/2026

Signature de l'étudiante :



Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier l'ensemble de l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique pour son accueil chaleureux, sa disponibilité et le partage de son expérience tout au long de ce stage. Je remercie tout particulièrement Alba Saray Teran Pérez, qui m'a fait confiance en m'ouvrant les portes de ce stage et en me donnant l'opportunité de contribuer à un projet qui a profondément nourri la réflexion menée dans ce mémoire. Mes remerciements vont également à Jonathan Matthysen, pour son aide précieuse, ses conseils et ses retours attentifs sur mon travail.

Je tiens ensuite à remercier Julie Hermesse, ma promotrice, pour le temps qu'elle m'a consacré, ses conseils avisés et son accompagnement tout au long de cette année.

Je remercie également Sophie Del Fa, ma lectrice, pour l'intérêt qu'elle a porté à ce travail.

Enfin, je remercie ma famille ainsi que toutes les personnes qui me sont chères, qui m'ont soutenue, de près ou de loin, tout au long de cette aventure.

Table des matières

Rapport de stage	6
Introduction	6
1. Présentation de l'institution	6
1.1. Oxfam Belgique.....	6
1.2. L'équipe plaidoyer	7
1.3. Présentation des tâches réalisées.....	8
2. Réflexion critique.....	10
2.1. La prise en compte du genre	11
2.2 La pression d'alignement externe.....	13
2.3 L'alignement interne.....	13
3. Bilan argumenté et phénoménologique	14
Partie analytique théorique	18
Introduction	18
1. Cadres dominants de la crise climatique	20
1.1. Une crise planétaire urgente	20
1.2. L'intégration progressive de la crise climatique dans les politiques européennes	21
1.2. La technicisation et l'économicisation de la crise climatique.....	23
1.3. Réintroduire les facteurs sociaux dans l'analyse de la crise climatique	24
2. Le genre et la crise climatique.....	25
2.1. L'état de la littérature sur le genre et le climat	26
2.2. Déplacer l'analyse : du genre comme impact au genre comme cause	28
3. Masculinité et production de la crise climatique	29
3.1. Penser les masculinités comme structures sociales	29
3.2. L'étude des masculinités et la crise climatique	30
3.3. Comment les masculinités hégémoniques participent-elles à la production et à la perpétuation de la crise climatique ?.....	31
3.3.1. Masculinité industrielle, développement et système fossile.....	31
3.3.2. Consommation, socialisation masculine et émissions.....	32
3.3.3. Les normes de masculinités et le déni climatique	33
3.3.4. La production des savoirs climatiques et l'invisibilisation des masculinités	34
3.4. Vers des masculinités écologiques ?	36
Conclusion.....	37
Bibliographie	40
Annexe	43

Rapport de stage

Introduction

Du 24 février 2026 au 28 Avril 2026, j'ai eu l'opportunité d'effectuer un stage dans l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique. Durant ces quelques semaines, j'ai accompagné l'équipe les mardis et les jeudis pour comprendre son fonctionnement au quotidien, sa méthode de travail et les différents enjeux liés au travail de plaidoyer. Ma contribution principale à l'organisation était la participation à un projet dédié à la critique de l'industrie fossile à travers le prisme du genre, conceptualisée à partir du cadre théorique du pétropatriarcat. Comme ce rapport de stage le développera en détail, mon stage était donc à la fois un stage d'observation et un stage participatif dans lequel j'ai eu l'opportunité, malgré un temps fortement limité, de contribuer modestement à l'impact et aux projets de l'équipe tout en développant de mon côté une réflexion située sur les techniques de plaidoyer de l'organisation.

Tout au long de ce rapport, j'explore les différentes questions et réflexions qui ont rythmé mon expérience au sein de l'organisation. Je reviens tout d'abord sur l'histoire, les valeurs et la structure institutionnelle de l'organisation avant d'expliquer en détail les tâches réalisées, avec une emphase spécifique sur le projet critique du pétropatriarcat. Ce projet est le lieu de naissance inspirant et théorique de la partie analytique de mon mémoire porté sur les liens entre les normes de masculinités et la crise climatique. J'expose ensuite une réflexion critique située du lieu de stage, notamment dans la (non)prise en compte du genre dans les stratégies de plaidoyer. Je finirai avec un bilan personnel argumenté et phénoménologique du lieu de stage. Le but de cette partie est non seulement d'exposer mon vécu et expérience personnelle du stage, mais aussi de me positionner de manière critique et épistémologique dans cette expérience et la production de savoir qui en découle.

1. Présentation de l'institution

1.1. Oxfam Belgique

Oxfam est une organisation non gouvernementale (ONG) engagée dans la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les injustices sociales à travers le monde. Créée au Royaume Uni en 1942 pour lutter contre la famine qui touche la Grèce pendant la Seconde Guerre Mondiale, l'Oxford Committee for Famine Relief (dont l'acronyme forme OXFAM) a grandi en une organisation mondiale connue sous le nom d'Oxfam International, ayant des affiliations dans 22 pays et active dans 77 pays. Oxfam International agit sous un modèle confédéral qui assure à la fois cohérence internationale autour des valeurs promulguées par l'ONG et une capacité d'adaptation aux différents contextes locaux due à la liberté laissée à chaque membre de

fonctionner de manière autonome. Même si ce système de fonctionnement confère aux membres une autonomie importante, il reste important de préciser que 17 de ces 22 pays affiliés sont situés dans les pays du Nord alors que l'ONG est en action dans 50 pays du Sud. Les sièges décisionnels stratégiques restent donc plus que majoritairement situés en dehors des pays dans lesquels Oxfam agit, soulevant des préoccupations d'un point de vue des rapports de pouvoir entre pays et luttes décoloniales.

En Belgique, Oxfam est organisé sous l'appellation « Oxfam en Belgique » qui regroupe aujourd'hui Oxfam Belgique (résultat de la fusion entre Oxfam Solidarité, Oxfam Wereld Winkels et Oxfam Fair Trade en 2020) et Oxfam Magasins du Monde qui en reste une structure distincte. Mon stage s'est déroulé dans la branche Oxfam Belgique.

Oxfam Belgique, en tant que membre intégrant de la confédération d'Oxfam International, mène ses activités indépendamment sur le sol belge tout en contribuant aux actions et campagnes internationales. Oxfam Belgique se décrit comme étant un mouvement qui lutte contre les inégalités et pour la justice économique en paroles et en actes, dans le respect des limites de notre planète. Grâce à l'influence politique et publique, à la sensibilisation et la mobilisation, Oxfam Belgique est une force motrice essentielle pour le changement vers une société dans laquelle chacun et chacune a son mot à dire dans les décisions locales et mondiales qui les concernent. Son secteur d'activité s'inscrit à l'intersection de plusieurs domaines : l'aide humanitaire d'urgence, la coopération au développement, le commerce équitable et le plaidoyer politique.

Oxfam Belgique compte 250 employé·e·s permanent·e·s, 7000 bénévoles et 85 contrats en réinsertion sociale. C'est un organe complexe organisé en plusieurs départements, eux même composés de plusieurs équipes (voir organigramme annexe 1). J'ai rejoint le département Engagement en charge de tout ce qui relève du lien entre l'organisation et la société civile en mobilisant les citoyen·nes autour des enjeux de justice sociale, économique et climatique. Il regroupe l'ensemble des activités qui visent à sensibiliser, engager et faire participer le public aux actions et aux valeurs défendues par Oxfam Belgique et influencer les décisions politiques. Le département rassemble plusieurs équipes complémentaires. L'équipe Youth Engagement & Mobilisation intervient notamment dans les écoles, universités et mouvements de jeunesse afin de sensibiliser les jeunes aux thématiques défendues par Oxfam Belgique. L'équipe Volunteers développe et accompagne le réseau de bénévoles d'Oxfam. Elle recrute, forme et soutient les personnes souhaitant s'investir dans les activités de l'organisation. L'équipe Fundraising est chargée de récolter des fonds auprès du grand public, des entreprises et des donateur·rices afin de financer les projets et actions d'Oxfam Belgique. Le département Engagement se réunit toutes les deux semaines pour se tenir informé des avancements et projets des différentes équipes qui le composent.

1.2. L'équipe plaidoyer

J'ai rejoint l'équipe Plaidoyer, qui agit pour influencer les décisions politiques et économiques. Le plaidoyer consiste à interpeller les responsables politiques, les institutions et les entreprises à travers des campagnes,

des analyses, des rencontres et des actions de mobilisation citoyenne. Cette équipe est organisée autour de plusieurs thématiques : la justice fiscale, la justice alimentaire, les questions liées aux chaînes d'approvisionnement (*supply chains*) et aux droits des travailleurs, les questions liées à la justice d'entreprise (*corporate justice*) et la justice climatique. J'ai rejoint l'équipe initialement sous la guidance de Alba Saray Pérez Teran, la conseillère politique (appelé chez Oxfam *policy advisor*) en justice climatique, qui s'intéresse aussi grandement à la justice de genre. Au total nous étions 11 à travailler dans l'équipe plaidoyer pendant mon stage, chacun·e produisant des analyses et recommandations aux décideur·euses politiques dans son domaine respectif, avec finalement peu d'entre croisement entre les différents domaines, comme sera mentionné dans la dernière partie du rapport de stage.

1.3. Présentation des tâches réalisées

Durant mon stage, j'ai pu m'impliquer dans un ensemble d'activités qui combinaient l'immersion dans la vie quotidienne de l'équipe et travail de fond sur un projet de recherche critique portant sur l'industrie fossile et ses liens avec les rapports de pouvoir sociaux, économiques et politiques avec une perspective féministe et décoloniale.

Une part importante de mon stage consistait à assister à la vie quotidienne de l'équipe plaidoyer. Cela incluait la participation aux réunions internes bi mensuelles, aux discussions dans l'équipe, ainsi qu'aux échanges avec les autres équipes du département Engagement. Ces moments d'observation m'ont permis de comprendre concrètement le rôle d'un *policy advisor*, notamment la manière dont les priorités sont définies, comment les campagnes sont construites et comment les positions politiques d'une ONG sont élaborées et ajustées en fonction de l'actualité, des opportunités politiques et des contraintes institutionnelles (point que je développe plus en détails dans la prochaine partie). J'ai ainsi pu observer la complexité du travail de plaidoyer, qui repose à la fois sur une expertise intellectuelle et un besoin de s'éloigner du jargon académique par souci d'accessibilité de l'information. Le travail requiert aussi une capacité d'analyse politique et une inclinaison à être à l'aise socialement puisqu'il demande une forte coordination entre différents acteur·ices de la société civile. J'ai également pu rassembler des informations sur le fonctionnement général de l'organisation et sur les dynamiques internes de travail. Les échanges informels et les réunions m'ont donné une vision plus large des processus de décision, des méthodes de travail collaboratives et des enjeux de communication entre les différentes équipes (plaidoyer, recherche, mobilisation, etc.). Cette immersion m'a permis de mieux comprendre la manière dont une organisation comme Oxfam Belgique articule recherche, mobilisation citoyenne, financement et influence politique à travers la collaboration entre ses différents départements pour produire un impact politique et social.

Cependant, la partie centrale de mon stage a été ma contribution à un projet de recherche mené en collaboration avec l'Université de Gand. Ce projet, porté notamment par ma maitresse de stage Alba Saray Teran Pérez,

s'inscrit dans une démarche critique visant à analyser l'industrie fossile à travers une perspective féministe et décoloniale. L'objectif général du projet est de démontrer la nécessité d'une sortie progressive des énergies fossiles, tout en mettant en lumière les dimensions structurelles souvent invisibilisées de cette industrie, en particulier ses liens avec les rapports de pouvoir de genre.

Le projet repose sur l'idée que la crise climatique ne peut être comprise uniquement comme un problème environnemental ou technologique, mais qu'elle est profondément liée à des systèmes historiques et contemporains interconnectés tels que le patriarcat, le capitalisme, le colonialisme, l'extractivisme et le racisme. L'approche adoptée par le projet vise donc à les analyser conjointement afin de proposer des pistes de transformation plus globales et structurelles.

Plus concrètement, le projet de recherche global s'intéresse aux liens entre les droits humains au Nigéria et les compagnies pétrolières actives en Belgique. Il vise à cartographier les flux économiques et énergétiques, à identifier les acteurs impliqués ainsi que leurs responsabilités en matière de durabilité sociale et environnementale. L'étude examine également les instruments juridiques et politiques susceptibles d'accélérer la sortie des énergies fossiles, tels que la fiscalité, les lois sur le devoir de diligence en matière de droits humains, ou encore les réglementations énergétiques. Dans un contexte où les États se sont engagés lors de la COP28 à amorcer une transition hors des énergies fossiles, ce travail de recherche vise à fournir des outils concrets pour renforcer la pression sur les entreprises et les institutions publiques afin d'assurer une transition juste et cohérente.

Un aspect important du projet est sa volonté de combler un manque dans la recherche existante. En effet, si plusieurs organisations de la société civile travaillent déjà sur la sortie des énergies fossiles, la dimension féministe et décoloniale reste souvent insuffisamment prise en compte. Le projet met donc particulièrement l'accent sur les effets différenciés de l'industrie fossile, notamment sur les femmes, les communautés locales et les défenseur·euses des droits humains dans les zones d'extraction, comme le delta du Niger. Il s'intéresse également aux bénéficiaires économiques de cette industrie, aux flux financiers associés et aux implications fiscales pour les États du Nord global.

Ma contribution personnelle a consisté à produire un chapitre portant sur l'histoire de TotalEnergies à travers les concepts de pétropatriarcat et de la pétro-masculinité (voir document 1 en annexe). Ce travail s'inscrit dans une perspective interdisciplinaire qui mobilise à la fois mes compétences en histoire acquises lors de mon bachelier et mes connaissances en études de genre développées dans ce master. L'objectif de ce chapitre était de montrer, à partir de l'exemple d'une entreprise pétrolière fortement implantée en Belgique, comment les structures patriarcales et les logiques de l'industrie pétrolière se sont historiquement renforcées mutuellement. Pour ce faire, j'ai mené une analyse documentaire et historique fondée sur des sources variées. J'ai mobilisé la littérature scientifique consacrée à l'histoire de l'industrie pétrolière, aux études de genre et aux concepts de pétropatriarcat et de pétromasculinité, mais également des rapports annuels et financiers de TotalEnergies, des documents institutionnels de l'entreprise, des rapports d'ONG telles que Greenpeace et Les Amis de la Terre, ainsi que différentes bases de données publiques. J'ai notamment retracé les principales fusions et

acquisitions de l'entreprise à partir de la Banque-Carrefour des Entreprises et analysé l'évolution de sa gouvernance ainsi que les circulations entre secteurs public et privé à partir de sources institutionnelles. Cette diversité de matériaux m'a permis de reconstruire l'évolution historique de TotalEnergies tout en mettant en évidence les rapports de pouvoir qui ont accompagné son développement.

L'approche du pétropatriarcat permet d'analyser la manière dont l'industrie fossile ne se limite pas à une exploitation des ressources naturelles, mais s'inscrit également dans des rapports de pouvoir genrés. De la même manière, la notion de pétromasculinité met en lumière les formes de masculinité associées à l'extraction, au contrôle des ressources et à la domination économique. En retraçant l'histoire de TotalEnergies, mon travail visait à illustrer concrètement ces dynamiques, en montrant comment elles se sont construites et institutionnalisées au fil du temps.

Les résultats de cette recherche ont vocation à alimenter plusieurs types de productions. Ils contribueront d'une part aux travaux académiques menés par Amina Adebisi Odifin, chercheuse à l'Université de Gand, qui coordonne le volet de recherche consacré au Nigéria. D'autre part, les analyses développées dans le cadre de ce projet seront intégrées à un rapport de plaidoyer co-rédigé par Oxfam et l'Université de Gand, destiné à être présenté aux décideur·euses politiques belges dans le cadre des discussions sur la sortie des énergies fossiles. Ce rapport fera ensuite l'objet d'une publication par Oxfam afin de soutenir ses activités de plaidoyer et de sensibilisation.

L'intérêt de cette contribution réside dans le fait qu'elle permet de rendre visibles des dimensions souvent absentes des analyses classiques de la transition énergétique. En effet, les débats sur la sortie des énergies fossiles se concentrent fréquemment sur des aspects techniques, économiques ou climatiques, sans toujours interroger les structures sociales et culturelles qui sous-tendent ces industries (Alston & Whittenbury, 2013). En intégrant une perspective féministe et décoloniale, ce travail met en évidence le fait que la transition écologique ne peut être véritablement juste que si elle remet en question les logiques de domination existantes, plutôt que de les reproduire sous de nouvelles formes (Allwood, 2020). Ces réflexions ont alimenté directement la partie analytique de ce mémoire stage.

2. Réflexion critique

Je souhaite mettre en lumière dans ce rapport de stage la prise en compte du genre dans les stratégies, les pratiques quotidiennes et les objectifs de l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique. Mon point d'entrée dans l'organisation était précisément lié à ces questions, puisque comme mentionné, j'ai rejoint l'équipe afin de contribuer à un projet portant sur le pétropatriarcat dans le cadre de mon master de spécialisation en études de genre. Dès lors, mon regard sur le terrain a été fortement influencé par la sensibilité théorique et politique déjà inculquée pendant le master, ce qui m'a amenée à observer plus attentivement la manière dont le genre était

intégré (ou non) dans le travail concret de plaidoyer. Aucune prise de notes systématique n'a été formalisée sous forme de journal de terrain structuré. Les observations et réflexions rapportées ici reposent sur une attention réflexive continue et consolidée a posteriori par la mémoire de situations et d'échanges jugés significatifs au moment où ils se sont produits.

2.1. La prise en compte du genre

L'environnement d'Oxfam Belgique semblait initialement particulièrement penché sur une approche féministe du plaidoyer et une prise en compte transversale du genre. D'abord, parce que l'organisation en général se revendique fortement engagée dans la justice de genre et affirme régulièrement que les femmes et les filles sont « au cœur de son combat ». Cette revendication était visible tant dans les discours institutionnels que dans les espaces physiques de travail sur mon lieu de stage : de nombreux posters et documents internes faisaient référence aux principes féministes et décoloniaux défendus par l'organisation. De plus, mon intégration au projet porté par Alba Saray Teran Pérez renforçait cette impression. Son travail sur le pétropatriarcat visait précisément à analyser les structures de domination genrées présentes dans l'industrie fossile et à articuler justice climatique, féminisme et critique décoloniale. J'ai également été introduite dès mon arrivée au concept de *feminist influencing*, présenté par mes maitres·ses de stage comme une approche du plaidoyer plaçant la justice de genre et la transformation des rapports de pouvoir au cœur des stratégies d'influence politique. Cette approche insiste sur le fait que le genre doit constituer une véritable grille d'analyse transversale permettant de repenser les politiques publiques, les campagnes et les stratégies institutionnelles plutôt que d'être ajouté comme une dimension technique secondaire. À ce stade, tout semblait donc indiquer que l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique accordait une place importante aux enjeux de genre dans son fonctionnement et ses objectifs.

Cependant, au fil de mon stage, j'ai réalisé que la réalité institutionnelle était plus complexe et plus nuancée que ce que laissaient penser les discours organisationnels. Ce décalage est apparu pour la première fois dans une réunion consacrée à l'analyse des partenaires de l'équipe plaidoyer. Les *policy advisors* devaient évaluer différentes organisations partenaires selon plusieurs critères, notamment la place accordée au genre dans leurs projets. Plusieurs partenaires ont obtenu des scores relativement faibles sur cette question. Alba Saray Teran Pérez a alors demandé si cela était réellement cohérent avec les valeurs féministes revendiquées par Oxfam. Un membre de l'équipe travaillant sur la justice fiscale a répondu que le genre n'était pas une priorité dans tous les projets et que certains domaines ne nécessitaient pas forcément une approche genrée.

Cette remarque m'a particulièrement interpellée car elle révélait une tension fondamentale entre la prétendue ambition institutionnelle de transversalisation du genre et les opinions et décisions stratégiques effectuées dans le travail quotidien des membres de l'équipe. Cette expérience m'a amenée à réfléchir au fait que la prise en compte du genre semble dépendre largement de la sensibilité personnelle et de la formation des *policy advisors*. Dans le domaine de la justice climatique, par exemple, la question du genre était davantage intégrée,

notamment grâce au travail et à l'expertise de ma maitresse de stage. À l'inverse, d'autres thématiques comme la justice fiscale semblaient beaucoup moins traversées par une réflexion féministe. Le responsable de ce domaine m'a d'ailleurs expliqué informellement que ses projets ne prennent pas le genre en compte, simplement parce qu'il ne voyait pas le genre comme un point pertinent ou stratégique dans ses analyses. Je pense que cette différence montre l'importance de la positionnalité des personnes produisant le plaidoyer. Même lorsqu'une organisation adopte officiellement un cadre féministe, son application concrète dépend fortement des individus chargés de le mettre en œuvre, de leurs compétences, de leurs intérêts et de leur capacité à considérer le genre comme une grille d'analyse pertinente pour leur domaine. L'existence de principes organisationnels ne semble donc pas automatiquement garantir leur appropriation concrète dans les pratiques professionnelles quotidiennes.

Cette tension est apparue de manière encore plus visible lors d'une réunion consacrée à l'analyse des *outcomes* annuels de l'équipe plaidoyer. Oxfam dispose d'un système interne de catégorisation de la prise en compte du genre dans les projets et campagnes. Les résultats (*outcomes*) peuvent être classés comme *gender blind*, *gender aware*, *gender sensitive*, *gender responsive* ou *gender transformative*, selon le degré d'intégration du genre dans les objectifs, les analyses et les stratégies. Je dois noter que le simple fait qu'un tel système existe montre que l'organisation est consciente de l'importance de ces enjeux et cherche à les institutionnaliser dans ses outils d'évaluation. Cependant, les résultats de cette analyse ont révélé certaines limites importantes. Parmi les *outcomes* évalués, 19 étaient considérés comme *gender blind*, 38 comme *gender aware*, 20 comme *gender sensitive*, 11 comme *gender responsive* et seulement 14 comme *gender transformative* (voir figure 1 en annexe). Même si ce système repose sur une forme d'auto-évaluation et doit donc être interprété avec prudence, ces chiffres montrent que la majorité des projets n'intègrent le genre que de manière limitée ou superficielle.

À plusieurs reprises durant mon stage de courte durée, j'ai eu l'impression que le genre fonctionnait davantage comme un objectif symbolique secondaire que comme une véritable transformation des cadres analytiques du plaidoyer. Lors de la réunion, j'ai demandé comment l'équipe envisageait concrètement de réduire le nombre d'*outcomes gender blind*. Personne ne semblait réellement savoir comment procéder. Cela m'a donné l'impression que l'organisation reconnaissait l'importance du genre de manière abstraite, sans toujours disposer des outils méthodologiques ou des ressources humaines et théoriques nécessaires pour l'intégrer de façon transversale et structurelle. Plusieurs *policy advisors* ont exprimé le fait qu'ils ne voyaient pas toujours comment intégrer le genre dans leurs projets ou ne comprenaient pas nécessairement sa pertinence dans certains domaines techniques. Cette difficulté ne m'a pas semblé relever d'une résistance explicite au féminisme, mais plutôt d'un manque d'outils conceptuels et pratiques permettant d'utiliser le genre comme grille d'analyse. Le genre apparaissait parfois comme une dimension additionnelle à ajouter à un projet plutôt que comme une manière de repenser l'ensemble des rapports de pouvoir traversant les enjeux étudiés.

2.2 La pression d'alignement externe

Cette difficulté doit être replacée dans un contexte institutionnel plus large. Une grande partie du financement d'Oxfam provient de fonds publics, notamment de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) (voir figure 2 en annexe). Cette dépendance financière crée nécessairement certaines contraintes stratégiques. Durant mon stage, plusieurs personnes ont évoqué les pressions politiques croissantes liées au contexte gouvernemental belge, notamment sous le gouvernement Arizona. La directrice elle-même a expliqué que le champ d'action de l'organisation et sa capacité à influencer les politiques publiques devenaient plus limités dans ce contexte politique. Cela étant, ces difficultés ne peuvent être attribuées uniquement au contexte gouvernemental. Elles s'inscrivent également dans des transformations plus larges des priorités politiques et sociétales, où les enjeux de solidarité internationale, de coopération au développement ou de justice climatique peuvent parfois être relégués au second plan au profit d'autres préoccupations économiques, budgétaires ou sécuritaires.

Cette situation m'a amenée à réfléchir plus largement aux effets de l'institutionnalisation sur les ONG militantes. Une organisation dépendante de financements publics peut-elle maintenir des positions radicales et structurellement critiques sans risquer de fragiliser sa légitimité institutionnelle ou ses ressources financières ? Les exigences de crédibilité politique poussent-elles certaines organisations à modérer leurs revendications féministes ou décoloniales afin de rester audibles dans l'espace politique dominant ? Ces questions méritent davantage de réflexion, mais mon expérience de stage m'a donné l'impression que certaines dimensions du genre pouvaient être mises de côté pour des raisons stratégiques, notamment lorsque les *policy advisors* considéraient que ces enjeux risquaient de complexifier le message politique ou de réduire son efficacité auprès de certains interlocuteurs institutionnels.

2.3 L'alignement interne

Enfin, mon stage m'a également permis d'observer certaines limites dans la collaboration interne entre les différents *policy advisors*. Même si les campagnes publiques d'Oxfam restent globalement cohérentes et bien coordonnées grâce au travail de l'équipe communication, j'ai parfois eu l'impression d'un manque d'alignement approfondi entre les différentes thématiques du plaidoyer. Les *policy advisors* travaillaient souvent de manière relativement autonome, ce qui pouvait limiter les possibilités d'approches véritablement interdisciplinaires. L'intégration du genre dépendait du coup fortement des sensibilités individuelles plutôt que d'une stratégie collective partagée.

Cette fragmentation ne produisait pas nécessairement des contradictions explicites dans les campagnes, mais elle révélait certaines limites dans la capacité de l'équipe à développer une approche cohérente et transversale des rapports de pouvoir. Les enjeux de justice fiscale, climatique, alimentaire ou économique avaient l'air

d'être traités de manière relativement cloisonnée, alors même que les approches féministes et décoloniales partagées au sein de l'organisation insistent précisément sur l'interconnexion des systèmes de domination et des luttes.

Au final, cette réflexion critique ne vise pas à remettre en cause l'engagement sincère des personnes travaillant chez Oxfam Belgique, ni les efforts entrepris pour intégrer le genre dans le travail de plaidoyer qui sont timides, mais présents. Mon stage m'a au contraire montré que l'organisation est traversée par une véritable volonté de progresser sur ces questions. Cependant, elle m'a aussi permis de mieux comprendre les défis structurels auxquels sont confrontées les ONG lorsqu'elles cherchent à institutionnaliser des approches féministes dans des espaces de plaidoyer soumis à des sensibilités personnelles et professionnelles différents au sein des *policy advisors* et des contraintes politiques et financières importantes. Plus largement, cette expérience m'a amenée à considérer que l'intégration du genre dans le plaidoyer ne peut pas se limiter à des outils d'évaluation ou à des discours institutionnels. Elle nécessite des ressources, des formations, des espaces de collaboration et surtout une capacité à considérer le genre comme une véritable grille d'analyse transversale des rapports de pouvoir économiques, politiques et sociaux.

3. Bilan argumenté et phénoménologique

Mon expérience de stage au sein de l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique ne peut être analysée indépendamment de ma propre positionnalité et des outils théoriques avec lesquels j'ai abordé ce terrain. Ce bilan argumenté et phénoménologique implique donc également un positionnement épistémologique : les observations, les tensions et les apprentissages que je décris dans ce rapport sont nécessairement influencés par mon parcours académique, mes intérêts de recherche et ma sensibilité politique. Mon regard sur le stage, comme sur tout, n'est pas neutre. Mon intérêt particulier pour les études de genre, combiné à mon background en histoire et en philosophie, a fortement structuré ma manière d'interpréter les dynamiques observées au sein de l'organisation et d'aborder le projet auquel j'ai contribué.

Dès le début du stage, j'ai porté une attention particulière à la manière dont les enjeux de genre étaient intégrés (ou non) dans les pratiques concrètes de l'équipe plaidoyer. Cette attention s'explique par mon parcours académique, mon choix de sujet pour mon mémoire et par le fait que le projet de recherche sur lequel je travaillais au sein de l'organisation s'inscrivait dans une perspective féministe et décoloniale. Elle s'explique aussi, tout comme le choix d'Oxfam comme lieu de stage, par mes valeurs personnelles profondément ancrées dans l'espoir d'une société plus juste et égalitaire qui ne peut être aveugle aux rapports de genre. Très rapidement, j'ai été confrontée à la tension entre les ambitions théoriques de l'organisation et les arbitrages pratiques effectués dans le travail quotidien, comme expliqué dans la partie précédente. Ces moments de réalisation ont été importants dans mon expérience du stage car ils ont confirmé la prévalence de

ma propre sensibilité à ces enjeux tout en révélant les limites concrètes de l'institutionnalisation de principe féministe ou d'approche genrée dans une organisation militante.

Le stage m'a également amenée à réfléchir à la manière dont les savoirs sont produits et mobilisés dans le cadre du plaidoyer. Une tension importante que j'ai ressentie concernait le rapport entre rigueur académique et communication militante. Mon écriture est fortement influencée par mon parcours universitaire en philosophie et en histoire, ce qui m'amène souvent à développer des analyses théoriques, abstraites et conceptuelles. Or, dans le cadre du plaidoyer, le savoir doit être formulé de manière accessible, concise et stratégiquement efficace. Un de mes collègues m'a conseillé d'écrire « comme si je parlais à ma grand-mère », afin de rendre mes analyses compréhensibles pour un public large. Cette remarque m'a beaucoup fait réfléchir à la manière dont le langage influence la circulation des savoirs et leur impact politique. En effet, dans le monde académique, la complexité théorique et la précision conceptuelle sont souvent valorisées comme des gages de rigueur intellectuelle. À l'inverse, dans le travail de plaidoyer, un discours trop théorique peut devenir inaccessible et perdre sa portée politique. J'ai donc été confrontée à la difficulté de trouver un équilibre entre rigueur analytique et clarté communicationnelle. Cette tension m'a amenée à confirmer encore une fois que la production du savoir n'est jamais neutre : la manière dont un discours est formulé détermine aussi qui peut s'en emparer, le comprendre et potentiellement agir à partir de celui-ci.

Mon parcours en histoire et en philosophie a également influencé ma manière de contribuer au projet sur TotalEnergies. Mon approche consistait principalement à développer une analyse historique et critique du pétropatriarcat et de la pétromasculinité. J'étais particulièrement à l'aise dans l'analyse des discours, des structures de pouvoir et des continuités historiques entre colonialisme, capitalisme fossile et patriarcat. Cependant, j'ai éprouvé davantage de difficultés lorsqu'il s'agissait d'ancrer mes analyses dans des cadres législatifs et économiques concrets. L'équipe m'a demandé d'intégrer davantage d'éléments liés au droit belge et français, ainsi qu'aux flux financiers et aux investisseurs liés à TotalEnergies en Belgique. Cette partie du travail m'a demandé un effort important car elle mobilisait des compétences plus techniques que celles développées dans mon parcours académique. Néanmoins, cette difficulté m'a aussi permis de prendre conscience de la complémentarité des savoirs au sein d'un projet collectif. Le fait qu'une équipe de consultants externes ait finalement été mobilisée pour les analyses économiques montre bien que les projets de plaidoyer reposent sur des expertises multiples. Là où certaines personnes apportaient une expertise juridique ou économique, ma contribution se situait davantage dans une analyse critique et historique des structures de pouvoir. Cette expérience m'a permis de mieux comprendre les limites de mes propres compétences, mais aussi leur utilité spécifique dans un travail interdisciplinaire.

Le dernier aspect sur lequel je souhaite m'attarder concernait l'atmosphère de travail au sein de l'organisation et comment je l'ai appréhendé. L'environnement multilingue de l'équipe a joué un rôle important dans mon

intégration. À Bruxelles, Oxfam cherche à promouvoir une culture de travail où chacun·e peut s'exprimer dans sa langue, principalement en français ou en néerlandais. Le fait d'être bilingue en français et anglais avec une maîtrise du néerlandais m'a permis de suivre les réunions, de participer activement aux discussions formelles et informelles au sein de l'organisation et de me sentir légitime dans l'espace professionnel. Cette capacité linguistique a facilité mon intégration sociale et professionnelle et m'a permis d'interagir avec davantage d'aisance avec les membres de l'équipe.

J'ai également été marquée par la volonté institutionnelle de créer un environnement de travail inclusif et bienveillant. Le système de parrainage pour les nouvelles personnes arrivant dans l'organisation, l'existence d'une équipe '*safe*' regroupant des personnes de confiance, ainsi que les dispositifs de prévention liés au bien-être psychologique témoignaient d'une attention réelle portée aux conditions de travail. L'organisation proposait aussi une grande flexibilité dans les horaires et le télétravail, ce qui participait à cette culture du care institutionnel. Cependant, cette bienveillance coexistait avec une atmosphère parfois lourde et inquiétante. Durant mon stage, l'organisation faisait face à des licenciements, à des pressions politiques et à une forte charge de travail émotionnelle liée aux thématiques traitées. Cette réalité a profondément nuancé ma vision idéalisée du travail militant et associatif. Avant ce stage, j'avais tendance à percevoir les ONG comme des espaces principalement portés par des valeurs positives et émancipatrices. Mon expérience m'a montré que ces milieux sont également traversés par des formes importantes de fatigue, de surcharge mentale et de découragement. Travailler quotidiennement sur les injustices sociales, les crises climatiques ou les violations des droits humains implique une charge émotionnelle importante, particulièrement lorsque les avancées politiques sont lentes ou limitées (ex. Lopes et al., 2012).

Le congé maladie pour surmenage de ma maîtresse de stage a été un moment particulièrement marquant dans cette prise de conscience. Son absence a eu un impact concret sur mon encadrement et sur le déroulement de mon stage, notamment parce qu'elle représentait une ressource importante pour les dimensions de genre de mon projet. Mais au-delà de cet aspect pratique, cette situation m'a confrontée à la réalité des risques psychosociaux dans les métiers du plaidoyer et du militantisme. J'ai pris conscience du fait que les personnes travaillant dans ces secteurs sont souvent animées par un fort engagement personnel, ce qui peut rendre plus difficile la mise en place de limites entre vie professionnelle, engagement moral et santé mentale.

Au final, ce stage a constitué une expérience extrêmement enrichissante tant sur le plan humain qu'intellectuel. Il ne m'a pas seulement permis de développer certaines compétences professionnelles ; il a surtout transformé ma compréhension du travail militant, du plaidoyer et des réalités institutionnelles des ONG comme Oxfam Belgique. J'y ai découvert les tensions entre idéaux et contraintes pratiques, entre ambitions féministes et limites organisationnelles, entre rigueur académique et efficacité communicationnelle. Cette expérience m'a également permis de mieux comprendre mes propres forces, notamment dans l'analyse critique et historique, mais aussi mes limites actuelles dans les dimensions juridiques, économiques et communicationnelles du

plaidoyer. Enfin, elle m'a sensibilisée à la nécessité de préserver des formes de limites personnelles et émotionnelles dans les métiers de l'engagement social et politique.

.

Partie analytique théorique

Introduction

La crise climatique constitue l'un des défis majeurs du XXI^e siècle. Malgré plusieurs décennies d'alertes scientifiques, les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, les événements climatiques extrêmes se multiplient et les conséquences sociales, économiques et environnementales du dérèglement climatique deviennent de plus en plus visibles à travers le monde. Face à cette situation, les recherches consacrées au changement climatique se sont considérablement développées et occupent désormais une place centrale dans les débats scientifiques, politiques et médiatiques. La création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 1988 a notamment contribué à structurer une expertise scientifique internationale sur les causes et les conséquences du changement climatique, tandis que les différentes conférences internationales sur le climat, comme la Conférence des Parties (COP), ont progressivement institutionnalisé la nécessité d'une action politique face à cette crise. Si ces engagements demeurent insuffisants au regard de l'urgence climatique, ils témoignent néanmoins d'une reconnaissance croissante du changement climatique comme un problème nécessitant des réponses collectives.

Mon expérience de stage au sein de l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique a constitué le point de départ d'une réflexion plus large sur la manière dont la crise climatique est pensée, analysée et problématisée dans les savoirs dominants contemporains. Dans ce mémoire, l'expression « savoirs dominants » désigne principalement les connaissances et cadres d'analyse qui occupent une position centrale dans la production académique et institutionnelle sur le changement climatique. Il s'agit notamment des savoirs issus des sciences naturelles, de l'économie et des politiques publiques, ainsi que de ceux produits et mobilisés par les grandes institutions internationales et européennes, telles que le GIEC, la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou l'Union européenne (UE). Cette notion ne prétend donc pas englober l'ensemble des discours ou représentations du changement climatique, mais renvoie aux cadres de connaissance qui bénéficient d'une forte légitimité scientifique et institutionnelle et qui contribuent à définir la manière dont le problème climatique est généralement formulé et traité.

Ma participation au projet de recherche portant sur les liens entre industrie fossile et rapports de pouvoir de genre m'a amenée à découvrir les concepts de pétropatriarcat et de pétromasculinité (Daggett, 2018). Ces approches proposent de comprendre l'industrie fossile non seulement comme un système économique et énergétique, mais également comme un espace profondément structuré par des rapports sociaux de pouvoir et des normes de genre (Daggett, 2018). Cette perspective a suscité chez moi une interrogation sur le rôle que jouent certaines formes de masculinité dans la production et la perpétuation de la crise climatique. En effet, si les normes de masculinité dans les sociétés patriarcales participent à structurer les institutions économiques,

politiques et culturelles, elles pourraient également constituer une dimension essentielle pour comprendre les causes profondes de la crise climatique. La question principale qui guide ce mémoire est donc la suivante :

Q1 : Comment les masculinités hégémoniques participent-elles à la production et à la perpétuation de la crise climatique?

Dans ce mémoire, les masculinités ne sont pas comprises comme des caractéristiques naturelles ou individuelles associées exclusivement aux hommes. Elles désignent des pratiques, des normes, des imaginaires et des rapports de pouvoir socialement construits (Daggett, 2018). La masculinité est donc comprise dans ce travail comme une identité socialement construite, qui émerge au sein d'un ordre de genre définissant la masculinité en opposition à la féminité et, ce faisant, maintenant un rapport de pouvoir entre les hommes et les femmes en tant que groupes. Les masculinités sont toujours plurielles et font l'objet de luttes permanentes quant à la version de l'identité masculine qui deviendra socialement dominante ou hégémonique, pour reprendre le concept influent de R. W. Connell (1987). Ce mémoire interroge donc non pas les hommes en tant qu'individus, mais la manière dont certaines formes de masculinité, érigées en normes sociales dominantes, produisent et perpétuent la crise climatique.

Pour répondre à cette question, ce mémoire montrera que les normes de masculinités hégémoniques participent à la production et à la perpétuation de la crise climatique d'au moins quatre façons : par leur développement historique conjoint avec le système industriel et fossile et les formes d'exploitation de la nature qui le caractérisent (1) ; par la socialisation de normes qui influencent les pratiques de consommation et les comportements environnementaux (2) ; par leur articulation avec certaines formes contemporaines de déni et de résistance aux politiques climatiques (3) ; mais également par leur inscription dans les structures de production des savoirs, qui contribuent à rendre ces dimensions masculines de la crise moins visibles (4).

Ce mémoire contribue à la littérature existante à plusieurs niveaux. Premièrement, il vise à montrer que les approches technoscientifiques sont indispensables à la compréhension du phénomène climatique, mais elles ne permettent pas, à elles seules, d'expliquer les dynamiques sociales responsables du dérèglement climatique. Les rapports sociaux qui structurent nos sociétés contemporaines doivent être pris en compte. Deuxièmement, ce travail défend l'idée que le genre constitue une grille d'analyse essentielle pour comprendre la crise climatique. Toutefois, alors que la littérature existante mobilise principalement le genre pour analyser les impacts différenciés de la crise sur différents groupes sociaux, ce travail souligne la nécessité de l'utiliser également pour analyser ses causes. Troisièmement, il contribue à un champ de recherche encore relativement limité portant sur les liens entre masculinités et changement climatique. Enfin, ce mémoire propose une réflexion épistémologique sur la production des savoirs climatiques. Il interroge la prévalence des approches technico-économiques dans les analyses du changement climatique et l'invisibilisation des masculinités

comme facteur explicatif. Cette réflexion permet de mettre en lumière les liens étroits entre les structures sociales ayant contribué à produire la crise climatique et les cadres de savoir à travers lesquels celle-ci est analysée. Comprendre ces imbrications apparaît comme une condition nécessaire pour développer une approche plus complète et plus pertinente de la crise climatique. En résumé, ce travail vise ainsi à contribuer à une compréhension plus située et relationnelle du changement climatique, en montrant que celui-ci ne peut être réduit à un problème purement technique ou environnemental, mais doit être pensé comme un phénomène profondément inscrit dans des rapports sociaux de pouvoir, dont les masculinités constituent une dimension encore largement sous-explorée.

Pour répondre à cette problématique, le mémoire s'organise en trois temps. La première partie propose une analyse des cadres dominants de construction du problème climatique, en mettant en évidence la prédominance des approches technico-économiques et la place limitée accordée aux facteurs sociaux pourtant indispensables. La deuxième partie examine la manière dont le genre est intégré dans les recherches académiques et institutionnelles sur le climat, en soulignant à la fois les apports des approches genrées et leurs limites, notamment leur tendance à se concentrer sur les impacts plutôt que sur les causes ainsi que l'absence relative de prise en compte des masculinités. Enfin, la troisième partie développe une analyse des masculinités hégémoniques comme facteur participant à la production et à la perpétuation de la crise climatique et interroge tout particulièrement leur invisibilisation dans les savoirs climatiques dominants.

1. Cadres dominants de la crise climatique

1.1. Une crise planétaire urgente

La crise climatique constitue l'un des enjeux les plus urgents de notre époque et une crise existentielle pour l'humanité (Romm, 2022). Par crise climatique, j'entends les transformations durables du système climatique terrestre provoquées principalement par l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre issues des activités humaines. De fait, à l'encontre des discours tenus par certain·e·s climato sceptiques, les activités humaines sont bien la cause sans équivoque du réchauffement climatique observé, principalement par l'utilisation massive des combustibles fossiles, l'industrialisation et la transformation des usages des sols (déjà largement démontré dans le troisième rapport du GIEC en 2001). On parle de l'ère Anthropocène pour désigner cette période historique dans laquelle les activités humaines sont devenues une force capable de modifier les équilibres géologiques, climatiques et écologiques de la planète. Ces transformations se traduisent notamment par une hausse des températures moyennes, la multiplication et l'intensification de certains événements climatiques extrêmes, la perturbation des écosystèmes et l'aggravation de nombreuses inégalités sociales (Atrey, 2023).

La prise en compte de cette crise au niveau international s'est construite progressivement. La Conférence de Stockholm de 1972 est une des premières étapes importantes dans l'institutionnalisation mondiale des enjeux environnementaux puisqu'elle est la première grande conférence des Nations Unies sur les problèmes environnementaux. En 1988, l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement créent le GIEC, chargé d'évaluer l'état des connaissances scientifiques relatives au changement climatique. La CCNUCC, adoptée lors de la conférence de Rio en 1992, établit ensuite le cadre des COP, au sein desquelles les États négocient annuellement leurs engagements climatiques, la première s'étant tenue en 1995. Plusieurs de ces conférences ont marqué l'histoire des politiques climatiques internationales : le Protocole de Kyoto, adopté lors de la COP3 en 1997, impose pour la première fois des objectifs contraignants de réduction des émissions à certains pays industrialisés ; l'Accord de Paris, adopté lors de la COP21 en 2015, engage quant à lui les États à contenir d'ici à 2100 le réchauffement climatique bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et limiter la hausse des températures à 1,5 °C. Plus récemment, la COP28 a marqué une reconnaissance politique inédite de la nécessité d'accélérer la transition hors des énergies fossiles.

Ces différentes structures institutionnelles internationales témoignent d'une reconnaissance croissante et nécessaire de la gravité de la crise climatique. Cette première partie vise à analyser brièvement les cadres dominants des discours et recherche sur la crise climatique produits dans ces institutions ainsi que dans la littérature académique. Elle interroge principalement la manière dont celle-ci a été construite comme problème principalement technologique et scientifique. Si les institutions internationales ont permis de produire des connaissances essentielles et de coordonner des engagements politiques, elles ont largement privilégié des cadres centrés sur les émissions, les données scientifiques, les technologies, les trajectoires énergétiques et les mécanismes économiques. La suite de cette partie analysera cette prédominance technico-économique afin de montrer que les rapports sociaux et les structures de pouvoir, pourtant essentiels à la compréhension des causes de la crise, y occupent encore une place marginale.

1.2. L'intégration progressive de la crise climatique dans les politiques européennes

La prise en compte de la crise climatique est devenue une priorité transversale de la politique de l'Union Européenne (Allwood, 2020). Toutefois, cette prise en compte s'est construite progressivement et n'a pas toujours occupé une place centrale dans l'agenda européen. Selon Allwood (2020), le changement climatique entre dans l'agenda de l'Union dès les années 1980, à partir d'une politique environnementale déjà établie comme nécessitant une action transnationale. Durant les années 1990 et le début des années 2000, l'ambition climatique de l'UE dépasse toutefois sa capacité à s'accorder sur des mesures réellement efficaces. Un tournant intervient ensuite au cours des années 2000, notamment après le retrait des États-Unis du protocole de Kyoto en 2001, lorsque l'Union commence à se positionner comme un acteur international majeur de la lutte contre le changement climatique. Cette dynamique se renforce à partir de 2009 avec l'adoption d'un

cadre climat-énergie structurant et la création, au sein de la Commission européenne, d'une direction générale spécifiquement consacrée à l'action climatique (DG CLIMA), contribuant ainsi à institutionnaliser davantage la question climatique au niveau européen (Allwood, 2020). C'est surtout à la fin des années 2010 que le climat prend une place particulièrement importante dans l'agenda européen : en 2019, le Parlement européen déclare une urgence climatique et environnementale, tandis que la nouvelle Commission fait de la transition vers une Europe climatiquement neutre l'une de ses priorités majeures (Allwood, 2020).

Cette évolution repose notamment sur l'idée que le changement climatique ne peut pas être traité de manière isolée dans un seul domaine administratif ou politique (Allwood, 2020). Il affecte, et est affecté par exemple par, les politiques de transport, d'énergie, d'agriculture, de commerce, de logement, d'industrie, de développement ou encore de finances publiques. Cette logique, désignée par l'expression de *climate mainstreaming*, est supposée assurer l'intégration systématique d'objectifs climatiques dans l'ensemble des politiques et programmes publics de l'Union Européenne, à toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques, depuis la définition du problème et son cadrage jusqu'à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation (Allwood, 2020). Les politiques climatiques ne peuvent donc pas se limiter à une politique environnementale distincte du reste de l'action publique. Le *climate mainstreaming* porte une ambition transversale en essayant de rendre chaque politique publique attentive à ses effets sur le climat et inscrire les objectifs de réduction des émissions dans des secteurs qui, historiquement, n'étaient pas pensés comme climatiques (Allwood, 2023). Le *climate mainstreaming* est maintenant désigné comme une priorité politique de l'UE et la protection de l'environnement est exprimé sous l'article 11 du Traité sur l'Union Européenne. Il fait aussi partie intégrante du budget de l'Union qui vise ainsi avec le cadre financier pluriannuel de 2021-2027 à consacrer au moins 30 % de ses ressources à des objectifs climatiques, notamment par l'intégration de critères climatiques dans les politiques sectorielles et par des mécanismes de suivi des dépenses (Council of European Union, 2020).

Cependant, cette transversalisation ne garantit pas automatiquement une compréhension sociale et politique de la crise. Déjà parce qu'elle reste en pratique partielle et inégale, le climat n'étant pas systématiquement intégré à l'ensemble des niveaux et secteurs de l'action publique, mais mobilisé de manière variable selon les domaines politiques et les contextes institutionnels. Et ensuite, parce que quand le climat est intégré, c'est principalement en indicateurs d'émissions, en pourcentages de dépenses budgétaires, en critères de performance, en technologies propres ou en mécanismes d'investissement, dans des logiques technologiques ou marchandes (Allwood, 2020). La question climatique devient alors un objectif à intégrer dans les instruments déjà existants plutôt qu'une occasion de remettre en cause les rapports de pouvoir qui structurent ces instruments, les secteurs économiques concernés ou les priorités de croissance qui orientent l'action publique (Allwood, 2020). Audre Lorde a formulé l'idée que les outils du système dominant ne permettent pas de transformer ce système, en soulignant que « les outils du maître ne détruiront jamais la maison du maître » (Lorde, 2018). Ici, on reste clairement dans la maison du maître, avec les outils du maître.

1.2. La technicisation et l'économicisation de la crise climatique

Les savoirs et les politiques climatiques dominants se sont largement développés au sein de paradigmes scientifiques, techniques et économiques valorisant l'objectivité, la connaissance et l'efficacité (Alston & Whittenbury, 2013). Le changement climatique est fréquemment présenté comme un problème de concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, de bilan carbone, de transition énergétique, d'efficacité technologique ou de coût économique de l'action et de l'inaction. Cette manière de définir le problème a produit des connaissances indispensables : elle permet de mesurer les évolutions climatiques, de modéliser différents scénarios, d'identifier les sources d'émissions et d'évaluer les conséquences de choix politiques ou industriels. Cependant, le fait qu'un problème soit correctement décrit dans ses dimensions physiques ne signifie pas que ses causes sociales soient entièrement comprises. Les discours climatiques, puisqu'ils sont largement dominés par un cadrage technico-scientifique valorisant l'objectivité, la connaissance et l'efficacité, échouent fréquemment à prendre pleinement en compte les enjeux de justice sociale qui leur sont inhérents (Israel & Sachs, 2013).

Le Plan National Énergie-Climat belge (PNEC, 2023) illustre bien ce problème : sur près de 830 pages, les termes « justice sociale », « genre » et « femmes » n'apparaissent qu'à une poignée de reprises (5 fois, 20 fois et 19 fois respectivement), et les rares fois où la précarité énergétique ou la transition juste sont abordées, elles sont aussitôt traduites en dispositifs tarifaires, en primes ou en indicateurs d'emplois et de compétences. Les problèmes restent donc abordés sous un angle technique sans que ses causes sociales profondes soient efficacement abordées.

Cette absence n'est pas propre au cas belge : le PNEC est avant tout un exercice de conformité, produit en application du Règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'union de l'énergie, qui impose aux États membres une structure en cinq dimensions (décarbonation, efficacité énergétique, sécurité énergétique, marché intérieur de l'énergie, recherche et compétitivité) sans qu'aucune dimension de justice sociale ou de genre n'y soit prévue comme catégorie structurante. Le traitement marginal et partiel de ces enjeux dans le PNEC belge découle donc directement de l'UE qui institutionnalise le même cadrage technico-économique dans lequel la justice sociale n'est intégrable qu'en surplus et à la discrétion de chaque état membre, jamais comme point de départ obligatoire de l'action climatique.

Ce même cadrage technico-économique se retrouve dans le GIEC qui reste structurellement dominé par les sciences naturelles et par l'économie au sein des sciences sociales, la sociologie, le droit et l'anthropologie y étant nettement sous-mobilisés. La prise en compte du changement climatique y a donc longtemps été détachée de ses causes socioéconomiques et politiques. Le sixième rapport d'évaluation (2021-2023) marque un changement, en particulier dans le volet du groupe de travail II, qui relie désormais explicitement la vulnérabilité climatique à l'injustice et à la marginalisation liée au genre, à l'origine ethnique ou au revenu, et qui appelle à dépasser les stratégies d'adaptation essentiellement technologiques. Ce tournant reste toutefois inégal et marginal en proportion, le volet consacré à l'atténuation (groupe de travail III) demeurant structuré presque exclusivement par secteurs économiques et techniques, avec un seul chapitre sur 17 sur les aspects

sociaux. Dans la mesure où le GIEC ne produit aucune recherche originale mais synthétise la littérature scientifique existante, cette asymétrie révèle autant les angles morts de la production académique elle-même que ceux du GIEC : ce que ses rapports omettent ou minorent reflète, en somme, ce que la recherche académique sur le climat continue de peu produire ou de peu faire remonter jusqu'aux organes de synthèse.

Le problème ne réside pas dans l'existence d'approches scientifiques ou technologiques, mais dans leur position dominante lorsqu'elles deviennent le cadre quasi exclusif de définition de la crise. Comme le sera exploré en plus de détails dans la dernière partie de ce mémoire, la production de savoirs climatiques est expliquée par son contexte et la prévalence du paradigme scientifique européen traversé par des logiques masculinistes (Buckingham, 2023). Employer le terme « masculiniste » ne signifie pas que les sciences climatiques seraient produites uniquement par des hommes ou que les savoirs scientifiques seraient par essence masculins. Il s'agit plutôt de mettre en évidence la valorisation de certaines normes critiquée par les philosophes féministes : objectivité désincarnée, maîtrise de la nature, distance à l'égard des expériences vécues, priorité accordée à l'expertise technique et marginalisation relative des savoirs situés (Buckingham, 2023). Il est important de reconnaître que toute production de savoir sélectionne des objets, des méthodes et des causes considérées comme pertinentes. Lorsque la crise climatique est principalement définie en termes techniques, scientifiques ou économiques, les relations sociales qui façonnent la crise restent moins visibles.

1.3. Réintroduire les facteurs sociaux dans l'analyse de la crise climatique

La crise climatique est mondiale et profondément inégalitaire. Ses causes comme ses conséquences sont distribuées de manière différenciée entre les régions du monde, les groupes sociaux et les individus. Les pays du Nord global ont historiquement produit une part considérable des émissions cumulées liées à l'industrialisation et à l'exploitation des énergies fossiles, tandis que de nombreuses populations du Sud global subissent de manière disproportionnée les conséquences des sécheresses, des inondations, de l'élévation du niveau de la mer ou de l'insécurité alimentaire (IPCC, 2022). Ces inégalités se déploient aussi au sein des sociétés, selon la classe sociale, la race, le lieu de résidence, l'accès aux ressources et la capacité à se protéger ou à s'adapter (Brulle & Powell, 2006). Par exemple, les groupes disposant de ressources économiques importantes contribuent généralement davantage aux émissions, notamment par leurs modes de consommation, leurs déplacements, leur logement ou leurs investissements (Chancel, Piketty & Zucman, 2022). À l'inverse, les personnes en situation de précarité sont souvent plus exposées aux coûts de l'énergie, à la dégradation des conditions de logement, à la pollution, aux catastrophes climatiques et aux effets des politiques de transition lorsqu'elles sont conçues sans souci de justice sociale (Brulle & Powell, 2006).

Les dimensions cognitives, affectives, interpersonnelles et sociétales influencent également les connaissances environnementales, les préoccupations écologiques et les formes d'action (Goldsmith, Feygina & Tost, 2013). Ces facteurs participent aux manières dont les individus et les groupes comprennent les enjeux

environnementaux et y répondent (Goldsmith, Feygina & Tost, 2013). Les attitudes face au climat ne peuvent donc pas être réduites à une information insuffisante ou à un calcul rationnel de coûts et de bénéfices. Elles sont aussi façonnées par des appartenances sociales, des normes collectives, des expériences, des émotions, des identités et des rapports de pouvoir ((Goldsmith, Feygina & Tost, 2013).

Une analyse attentive des facteurs sociaux est donc nécessaire pour comprendre la vulnérabilité face aux impacts, mais aussi pour identifier les responsabilités, les intérêts et les rapports de pouvoir qui organisent le système fossile. Réintroduire le social ne revient pas à abandonner les connaissances scientifiques sur le climat, mais plutôt à compléter une compréhension des mécanismes physiques par une analyse des structures qui rendent certains modes de production et de consommation possibles, désirables ou difficiles à transformer. Une transition énergétique qui ne prendrait en compte que les infrastructures et les marchés risquerait de reproduire des inégalités existantes ou de déplacer les coûts de la transition vers les groupes déjà marginalisés (Allwood, 2020). Je propose donc de m'écarter des cadres dominants de construction du problème climatique qui, bien qu'indispensables, privilégient fréquemment des réponses technologiques, scientifiques et économiques. La crise climatique doit également être comprise comme une crise sociale, traversée par des rapports de classe, de race, de géographie et de pouvoir. La partie suivante approfondira l'un de ces rapports sociaux : le genre.

2. Le genre et la crise climatique

La première partie a montré que les cadres dominants de compréhension de la crise climatique privilégient fréquemment ses dimensions physiques, techniques et économiques. Réintroduire les facteurs sociaux dans l'analyse de cette crise suppose dès lors de s'intéresser aux rapports de pouvoir qui structurent les sociétés, les économies et les modes de production énergétique. Parmi ceux-ci, le genre constitue une grille d'analyse essentielle. Pourtant, malgré une littérature grandissante et une reconnaissance croissante de l'importance de la prise en compte du genre dans les questions sur le changement climatique, les politiques, cadres d'action et solutions climatiques restent encore rarement conçus de manière réellement sensible au genre (Alston, 2013 ; Allwood, 2020). Les considérations de genre demeurent en effet largement absentes des politiques climatiques concrètes ainsi que des négociations internationales, notamment dans les espaces des COP, où elles restent marginales ou traitées de manière périphérique (Aguilar, 2013). Comme le souligne Allwood (2020), les efforts visant à articuler climat et égalité de genre au sein de l'Union européenne évoluent souvent en parallèle plutôt que de manière intégrée, ce qui révèle un écart persistant entre les objectifs de "gender mainstreaming" et leur mise en œuvre effective dans les politiques climatiques. Cette observation fait directement écho aux constats issus de mon expérience de stage au sein d'Oxfam Belgique, où l'intégration des enjeux de genre dans les travaux de plaidoyer apparaissait souvent davantage déclarative que pleinement opérationnelle.

Cette deuxième partie propose une revue critique de la littérature consacrée aux liens entre genre et changement climatique. Son objectif est double. Premièrement, il s'agira de montrer que le genre est indispensable à la compréhension des expériences, des conséquences et des réponses associées à la crise climatique. Deuxième, il s'agira de souligner les limites d'une littérature qui tend encore largement à traiter le genre à partir des vulnérabilités des femmes et des effets différenciés de la crise, plutôt qu'à partir des rapports de genre qui participent à sa production et tout particulièrement les normes de masculinités hégémoniques.

Par genre, ce mémoire n'entend pas une différence naturelle ou strictement individuelle entre les femmes et les hommes. Le genre est plutôt compris ici comme étant un ensemble de normes, de rôles, de représentations et de rapports de pouvoir socialement construits, qui organisent les relations entre les personnes et contribuent à distribuer inégalement les ressources, les responsabilités, la reconnaissance et l'accès à la décision.

2.1. L'état de la littérature sur le genre et le climat

Une partie importante de la littérature sur le genre et le changement climatique s'est d'abord développée autour de la question de la vulnérabilité (par exemple : Denton, 2002 ; Alston, 2013 ; Pearce 2017). De nombreuses recherches ont montré que les effets du dérèglement climatique ne sont pas distribués de manière uniforme et que les femmes, particulièrement dans les contextes de pauvreté, de conflit ou de dépendance aux ressources naturelles, peuvent être exposées à des risques spécifiques (Alston, 2013). Cette vulnérabilité accrue ne découle pas d'une supposée fragilité intrinsèque des femmes. Elle s'explique plutôt par des inégalités structurelles : accès inégal à la propriété foncière, aux revenus, au crédit, à l'éducation, aux soins, à la mobilité, à l'information ou aux espaces de décision (Alston, 2013). Dans de nombreux contextes, les femmes assument également une part disproportionnée du travail domestique et du travail de care (Alston, 2013). Lorsque les ressources en eau se raréfient, que les récoltes diminuent ou que les services publics sont fragilisés, cette division genrée du travail accroît leur charge quotidienne et limite leur capacité à s'adapter aux transformations environnementales.

Cette littérature a joué un rôle essentiel en démontrant que la crise climatique n'est pas neutre du point de vue du genre. Toutefois, elle a également fait l'objet de critiques importantes. En insistant principalement sur les femmes comme victimes du changement climatique, certaines recherches et politiques risquent de les présenter comme un groupe homogène, passif et naturellement vulnérable (Pearce, 2017). Cette représentation invisibilise leurs savoirs, leurs stratégies de survie, leurs pratiques de solidarité et leur capacité d'action politique. En réaction, une partie de la littérature a progressivement mis l'accent sur l'*agency* des femmes, c'est-à-dire sur leur capacité à agir, à s'organiser et à participer activement aux réponses climatiques (Pearce, 2017). La résilience des femmes et des groupes sociaux marginalisés passe au second plan lorsque les

inégalités sont uniquement comprises à travers le prisme de la vulnérabilité (Cuomo, 2011). Cette branche de la littérature s'intéresse donc au fait que les femmes développent également des pratiques d'adaptation, portent des initiatives communautaires, participent à des mobilisations écologistes et produisent des savoirs essentiels sur les territoires et les ressources naturelles (par exemple : Lane & McNaught, 2009).

Un deuxième courant de recherche s'intéresse à la place des femmes dans les espaces de décision climatique. Il part du constat que les institutions politiques, les négociations internationales, les entreprises énergétiques et les secteurs techniques liés au climat demeurent largement marqués par une sous-représentation des femmes, particulièrement aux niveaux les plus élevés de pouvoir (Mavisakalyan & Tarverdi, 2019). Plusieurs études suggèrent qu'une présence accrue de femmes dans les institutions politiques et les organes de gouvernance peut être associée à une plus grande attention aux enjeux environnementaux, à l'adoption de politiques climatiques plus ambitieuses ou à une meilleure prise en compte des conséquences sociales des décisions prises (Mavisakalyan & Tarverdi, 2019 ; Engelsbak, 2026). Cette partie de la littérature met en lumière une dimension importante, surtout pour la dernière partie de ce travail : les espaces de décision ne sont jamais neutres. Lorsqu'ils sont dominés par des groupes sociaux relativement homogènes, certaines expériences, certains intérêts et certaines manières de définir les priorités risquent d'être marginalisés. La question n'est donc pas seulement d'augmenter le nombre de femmes dans les instances climatiques, mais d'interroger les normes institutionnelles qui déterminent quels savoirs, quels profils et quels modes de leadership sont considérés comme légitimes. Une gouvernance climatique attentive au genre suppose ainsi de dépasser une logique de simple représentation pour s'intéresser à la transformation des rapports de pouvoir et de production de savoir au sein même des institutions.

La littérature sur le genre et le climat s'est également intéressée aux différences d'attitudes, de connaissances et de pratiques environnementales. Les femmes expriment, en moyenne et selon les contextes, une préoccupation plus forte à l'égard du changement climatique, une plus grande reconnaissance de sa réalité et un soutien plus important à certaines politiques environnementales (McCright, 2010). Les femmes ont aussi tendance à sous-estimer leurs propres connaissances environnementales, alors même qu'elles disposent parfois d'un niveau de connaissance supérieur à celui des hommes (McCright 2010). Ces différences ne doivent pas être comprises comme l'expression de caractéristiques fixes, naturelles et biologisantes. Elles renvoient à des processus de socialisation et à des normes de genre. Certaines recherches mobilisent notamment la théorie de la justification du système pour montrer que les hommes, en particulier ceux qui occupent des positions sociales privilégiées, peuvent être davantage enclins à défendre ou à légitimer l'ordre social existant, y compris lorsque celui-ci repose sur des pratiques fortement émettrices ou inégalitaires (par exemple : Goldsmith, Feygina & Tost, 2013). D'autres travaux mettent en évidence le rôle de normes associant la masculinité hégémonique à l'autonomie, à la compétitivité, à la force, à la performance, à la maîtrise technique ou à une certaine distance à l'égard du care et de la vulnérabilité (Connell, 1995). Les pratiques de

mobilité, les choix alimentaires, les loisirs, l'usage de certains biens de consommation ou les rapports à l'énergie sont façonnés par des normes de genre (Berland & Leroutier, 2025). Ces normes influencent les manières de percevoir les risques climatiques, de réagir aux politiques environnementales ou d'évaluer certaines pratiques de consommation. Les recherches sur la consommation montrent également que les comportements à forte intensité carbone ne sont pas distribués de manière neutre : les femmes émettent en moyenne 26 % de CO₂ en moins que les hommes dans les domaines de l'alimentation et du transport, qui représentent une part importante des émissions individuelles (Berland & Leroutier, 2025). Ces différences se traduisent concrètement par des niveaux d'émissions estimés à environ 5,3 tonnes de CO₂ par an pour les hommes contre 3,9 tonnes pour les femmes dans ces secteurs (Berland & Leroutier, 2025).

Je suggère que la littérature existante pointe vers le fait que le genre ne concerne pas seulement les conséquences de la crise climatique ; il peut également contribuer à structurer les comportements et les formes de légitimation qui soutiennent les systèmes à fortes émissions, notamment à travers la propagation de normes de masculinités hégémoniques. Je reviendrai sur ces points plus attentivement dans la prochaine partie de ce travail dédiée à l'impact des normes de masculinités hégémoniques sur le climat.

2.2. Déplacer l'analyse : du genre comme impact au genre comme cause

Dans son ensemble, la littérature sur le genre et le changement climatique a donc démontré que les femmes et les hommes ne vivent pas la crise de la même manière, n'y sont pas exposés de façon identique, n'y contribuent pas de la même façon, n'ont pas les mêmes attitudes ni connaissances, et ne se situent pas de manière égale dans les processus de décision. Cependant, une limite importante demeure. Le genre est encore trop peu utilisé pour interroger les causes structurelles de la crise. Les rapports de genre façonnent et soutiennent le système fossile. Ils participent à structurer les institutions politiques et économiques, les imaginaires de croissance, les formes de consommation, les rapports à la nature et les modèles de pouvoir qui ont rendu possible l'expansion des énergies fossiles (Daggett, 2018). La littérature existante ouvre déjà la porte à ces arguments lorsqu'elle observe des différences d'attitudes climatiques, de consommation, de perception du risque ou de soutien aux politiques environnementales. Toutefois, elle questionne encore relativement peu les normes de masculinité hégémoniques comme une dimension centrale des causes de la crise climatique. La partie suivante développera ce point en examinant comment les masculinités hégémoniques participent à la production et à la perpétuation de la crise climatique, ainsi que les raisons pour lesquelles elles demeurent largement invisibles dans les savoirs climatiques dominants.

3. Masculinité et production de la crise climatique

La partie précédente a démontré que la crise climatique n'est pas neutre du point de vue du genre. En effet, ses effets, les capacités d'adaptation, l'accès aux ressources, les attitudes, les connaissances et la participation aux décisions climatiques sont profondément différenciés. Toutefois, je maintiens qu'une part importante de cette littérature reste centrée sur les conséquences genrées de la crise climatique. Ces travaux laissent par conséquent en arrière-plan une question plus structurelle qui est au cœur de ce travail : comment les normes de genre participent-elles à la production même du système social, économique et énergétique à l'origine de la crise climatique ?

Cette partie répond partiellement à cette interrogation en plaçant les masculinités hégémoniques au centre de l'analyse. Il ne s'agit pas d'attribuer la responsabilité de la crise climatique à tous les hommes en tant qu'individus, ni de supposer que les hommes formeraient un groupe homogène. L'objectif est plutôt d'interroger les normes de masculinité qui sont valorisées dans les institutions politiques, économiques et culturelles, ainsi que leur rôle dans la légitimation de l'exploitation et domination de la nature et de la dépendance aux combustibles fossiles, à travers les notions de masculinités hégémoniques et pétromasculinité.

3.1. Penser les masculinités comme structures sociales

Dans ce mémoire, les masculinités ne sont pas comprises comme des caractéristiques naturelles ou individuelles associées exclusivement aux hommes. Elles désignent plutôt des pratiques, des normes, des imaginaires et des rapports de pouvoir socialement construits (Daggett, 2018). La masculinité est donc comprise dans ce travail comme une identité socialement construite, qui émerge au sein d'un ordre de genre et qui définit la masculinité en opposition à la féminité en maintenant un rapport de pouvoir entre les hommes et les femmes en tant que groupes binaires distincts. Les masculinités sont toujours plurielles et font l'objet de luttes permanentes quant à la version de l'identité masculine qui deviendra socialement dominante ou hégémonique, pour reprendre le concept influent de R. W. Connell (1987). Elles sont produites et reproduites notamment à travers la famille, l'école, le travail, les médias, les institutions politiques, les pratiques de consommation et les relations sociales quotidiennes. Elles ne sont donc ni fixes ni universelles. De fait, il existe plusieurs formes de masculinités, dont la forme ou l'importance peuvent changer selon les contextes historiques, culturels, raciaux, économiques et géographiques, et celles-ci ne sont pas nécessairement exclusives aux hommes (Hultman & Pulé, 2019).

La notion de masculinité hégémonique, développée notamment par R. W. Connell, permet de comprendre comment certaines formes de masculinité acquièrent une position dominante dans une société donnée. La masculinité hégémonique ne décrit pas nécessairement la manière dont vivent la majorité des hommes. Elle désigne plutôt un idéal socialement valorisé, associé à l'autorité, à l'autonomie, à la compétition, au contrôle,

à la rationalité, à la force et à la capacité de dominer. Cet idéal contribue à légitimer une hiérarchie entre les hommes et les femmes, mais également entre différentes formes de masculinité : certaines masculinités sont valorisées, tandis que d'autres sont marginalisées ou dévalorisées (Hultman & Pulé, 2018).

3.2. L'étude des masculinités et la crise climatique

L'étude des masculinités s'est développée dans le prolongement des recherches féministes et des études de genre. Pendant longtemps, les hommes ont été largement traités comme la norme universelle dans les sciences sociales. Cela veut dire que leurs expériences, leurs pratiques et leurs positions de pouvoir étaient présentées comme neutres, générales ou représentatives de l'humanité dans son ensemble (Gottzén, Mellström & Shefer, 2019). Les femmes, à l'inverse, étaient souvent étudiées comme un groupe particulier. Les études des masculinités ont contribué à remettre en question cette asymétrie en visant à interroger la production de savoirs par des hommes présentés comme « neutres ». Cette perspective permet de comprendre que les hommes ne sont pas extérieurs au genre mais sont eux aussi situés dans des rapports de genre et socialisés dans certaines normes. Les hommes ne doivent donc pas être pensés comme un point de référence universel à partir duquel les autres groupes seraient définis comme différents (Gottzén, Mellström & Shefer, 2019).

Cette remise en question est particulièrement importante pour l'analyse climatique. Les institutions qui ont historiquement organisé l'industrialisation, l'extraction des ressources, la finance ou les politiques énergétiques ont été majoritairement dirigées par des élites masculines, blanches, conservatrices et issues des classes dominantes (Anshelm & Hultman, 2014). Ces élites jouent aujourd'hui un rôle central dans les résistances aux politiques climatiques plus ambitieuses, en mobilisant des registres discursifs et symboliques liés à leur masculinité (Anshelm & Hultman, 2014). Les études des masculinités permettent ainsi de déplacer la question. Au lieu de demander uniquement comment les femmes sont particulièrement affectées par la crise climatique, elles invitent à interroger comment certaines masculinités participent à structurer les systèmes économiques et politiques qui produisent cette crise pour commencer. Elles rendent visibles les normes masculines qui traversent les institutions, les habitudes de consommation et les productions de savoirs qui demeurent trop souvent impensées ou bien considérées comme neutres et universelles.

Les liens entre masculinités et crise climatique ont déjà été explorés dans plusieurs travaux, même si ce champ de pensée reste grandement marginal. Les apports de Raewyn Connell sont particulièrement importants, car sa théorie de la masculinité hégémonique permet de relier les normes de genre aux rapports de pouvoir économiques et politiques (par exemple : Connell, 1987, 1995, 2017). Sa contribution a été cruciale en montrant que les hommes ont légitimé leur domination à un point tel que leurs positions de pouvoir se sont à la fois institutionnalisées et incarnées dans des réseaux hiérarchiques, hétéronormatifs, agressifs, compétitifs et homosociaux, qui favorisent les hommes et excluent les femmes.

Les travaux de Cara Daggett (2018) approfondissent cette réflexion à travers le concept de pétromasculinité. Celui-ci désigne l'articulation entre les combustibles fossiles, les rapports de pouvoir patriarcaux, les

imaginaires de puissance et certaines formes de réaction politique face à la transition énergétique. La défense des énergies fossiles ne relève pas uniquement d'intérêts économiques ou de débats techniques. Elle peut également fonctionner comme une défense symbolique d'un ordre social fondé sur l'autonomie, la domination, la puissance nationale, la consommation et le contrôle des ressources. La pétromasculinité permet donc de comprendre pourquoi certaines résistances à la transition énergétique prennent une forme particulièrement virulente, autoritaire ou nationaliste, puisqu'elles touchent à l'identité même des individus (Daggett, 2018).

Les travaux de Martin Hultman & Paul Pulé (2014, 2018, 2019) analysent également les liens entre masculinités, industrialisation et crise écologique. Ils démontrent que certaines formes de masculinité industrielle se sont historiquement construites autour du travail productif, de l'extraction, de la maîtrise technologique et de la croissance économique. Ces normes continuent d'influencer les rapports contemporains à l'énergie, à la mobilité, à la consommation et aux politiques climatiques. Ils démontrent aussi que la façon dont les masculinités hégémoniques sont propagées, principalement dans les sociétés du Nord global, sont au cœur du problème climatique et argumentent qu'il est nécessaire de se détacher de ce type de socialisation des masculinités hégémoniques. Ils développent à la place la notion de masculinités écologiques, qui vise à imaginer des formes de masculinité moins fondées sur la domination et davantage orientées vers le care, l'interdépendance, la responsabilité collective et la protection des conditions de vie. Je reviendrai sur cette notion à la fin du travail.

Ces approches, si rassemblées, permettent de comprendre que les masculinités hégémoniques constituent une dimension importante de la crise climatique. Elles invitent à analyser la crise climatique comme le produit d'un ensemble de rapports imbriqués : patriarcat, capitalisme, colonialisme, racisme et extractivisme, le tout façonné et supporté par des normes de masculinités hégémoniques. C'est un projet audacieux qui dépasse nécessairement les limites de ce mémoire. Mon objectif est donc ici de continuer sur la lancée de ces auteur.ices en alimentant la réflexion sur la nécessité d'accorder davantage d'attention aux masculinités dans l'étude des causes structurelles de la crise climatique et j'ajoute une emphase toute particulière au rôle que jouent les productions de savoirs dominants dans la perpétuation de la crise climatique.

3.3. Comment les masculinités hégémoniques participent-elles à la production et à la perpétuation de la crise climatique ?

3.3.1. Masculinité industrielle, développement et système fossile

Puisque les masculinités sont comprises ici comme étant des structures sociales historiquement et culturellement situées, leurs formes, leurs significations et leurs effets se transforment selon les contextes économiques, politiques et sociaux. Il est donc important de les resituer dans le contexte contemporain, c'est-à-dire dans l'histoire de l'industrialisation et du développement du système fossile, aujourd'hui mis en tension par l'urgence de la transition écologique.

Les masculinités hégémoniques participent à la crise climatique d'abord parce qu'elles ont été historiquement liées au développement du système industriel et fossile (Hultman, 2019). L'industrialisation ne constitue pas seulement une transformation technique fondée sur l'utilisation du charbon, du pétrole ou du gaz. Elle s'est également accompagnée d'une organisation sociale du travail, de la famille et du pouvoir qui valorisait certaines figures masculines comme l'ouvrier industriel, l'entrepreneur, l'ingénieur, le propriétaire, le chef de famille pourvoyeur de revenus ou encore le dirigeant politique capable de maîtriser les ressources et d'assurer la croissance (Hultman, 2019). Dans ce cadre, l'exploitation des ressources naturelles a souvent été associée à des imaginaires de conquête, de puissance et de contrôle. La nature est alors pensée comme une matière disponible, à extraire, transformer et rentabiliser. Ces imaginaires sont proches de ceux qui organisent les rapports patriarcaux, comme la valorisation de la domination, de l'autonomie et de la maîtrise au détriment de l'interdépendance, du care et de la reproduction des conditions de vie. Les approches écoféministes ont précisément montré que la dévalorisation de la nature et la dévalorisation du travail des femmes peuvent être pensées comme deux dimensions liées d'un même système de pouvoir (Hultman, 2019).

Cette relation entre masculinité et industrialisation permet d'identifier les normes qui ont organisé le prestige social de certains secteurs et de certaines formes de travail. Les industries extractives, énergétiques et lourdes ont longtemps été associées à la virilité, à la force physique, au risque et à la capacité de subvenir aux besoins de la famille. Cette masculinité industrielle aujourd'hui contribue à la défense du système fossile puisque la crise climatique met ce système fossile en danger, et par conséquent ébranle simultanément les normes identitaires genrées de masculinité hégémonique (Daggett, 2018). Lorsque les politiques climatiques sont perçues comme une menace pour les emplois industriels, les territoires extractifs ou le rôle traditionnel de pourvoyeur économique, elles peuvent être interprétées comme une menace identitaire autant qu'économique (Daggett, 2018). Il est donc indispensable de comprendre renforcement d'une masculinité hégémonique ultimement nocive pour le climat dans le contexte des transformations du marché du travail, de la montée de la précarité, du lobbying fossile, de la montée du populisme, de la suprématie blanche, des inégalités et des changements dans les rapports de genre (Hultman, 2019).

Ce premier paragraphe pointe vers le fait que les masculinités hégémoniques sont une composante importante du système fossile puisque les deux se sont développés conjointement et renforcés mutuellement. Ainsi elles jouent un rôle dans la production et perpétuation de la crise climatique.

3.3.2. Consommation, socialisation masculine et émissions

Les masculinités hégémoniques participent également à la perpétuation de la crise climatique à travers certaines normes de consommation. Les émissions individuelles ne peuvent pas être expliquées uniquement par des choix personnels : elles sont largement déterminées par les infrastructures disponibles, les revenus, les politiques publiques, l'organisation du travail, les stratégies commerciales et les modèles de développement

(Buckingham, 2023). Les pratiques de consommation sont donc inévitablement socialement genrées (Berland & Leroutier, 2025).

Comme mentionné dans la partie précédente, une étude menée en France par le Grantham Research Institute montre que les femmes émettent en moyenne 26 % de CO₂ en moins que les hommes dans les domaines de l'alimentation et du transport, qui représentent une part importante des émissions individuelles (Berland & Leroutier, 2025). Ces différences se traduisent concrètement par des niveaux d'émissions estimés à environ 5,3 tonnes de CO₂ par an pour les hommes contre 3,9 tonnes pour les femmes dans ces secteurs (Berland & Leroutier, 2025). Ces écarts ne peuvent être expliqués uniquement par des facteurs socio-économiques puisque même en contrôlant des variables telles que le revenu, l'emploi ou la structure des ménages, une différence significative de 18% persiste (Berland & Leroutier, 2025). Les chercheuses identifient deux facteurs principaux à l'origine de cet écart : la consommation de viande rouge et l'usage de la voiture, deux pratiques particulièrement émettrices de carbone (Berland & Leroutier, 2025). Ces constats sont renforcés par une littérature plus large sur les comportements environnementaux, qui montre que les femmes adoptent en moyenne davantage de pratiques écologiques que les hommes (Zelezny, Chua & Aldrich, 2000).

Comme mentionné ci-dessus, Buckingham insiste sur le fait que les pratiques de consommation masculines doivent être comprises comme socialement organisées par le travail, les rôles de genre et les attentes collectives (Buckingham, 2023). Cette précision est essentielle : il ne s'agit pas de moraliser les comportements des hommes ni de réduire la transition écologique à des changements de consommation individuels. Il s'agit de comprendre comment certaines normes de masculinité rendent des pratiques intensives en carbone plus désirables, plus valorisées ou plus difficiles à abandonner puisqu'elles sont directement liées à des identités et expressions genrées normatives, contribuant ainsi à la production et perpétuation de la crise climatique.

3.3.3. Les normes de masculinités et le déni climatique

Le lien entre masculinités hégémoniques et crise climatique apparaît également dans les formes contemporaines de déni, de retardement et de résistance aux politiques climatiques (McCright & Dunlap, 2011 ; Anshelm & Hultman, 2014 ; Hultman & Pulé 2018). Daggett (2018) montre que la pétromasculinité permet de comprendre certaines de ces réactions comme des réponses à des anxiétés liées au genre, à la race, au climat et à la perte de pouvoir. Dans cette perspective, les combustibles fossiles deviennent le symbole d'autonomie, de puissance, et d'un mode de vie fondé sur la consommation et d'un ordre social patriarcal traditionnel. Cette analyse est particulièrement pertinente dans un contexte marqué par la montée de certains nationalismes, de suprémacisme blanc, de populismes autoritaires, discours antiféministes et mouvements climatosceptiques (Hultman & Pulé, 2019). Le déni n'est donc pas seulement une erreur cognitive ou un manque d'information. Il peut être une stratégie politique et identitaire visant à protéger des privilèges économiques, raciaux, nationaux et masculins.

La théorie de la masculinité précaire (*precarious manhood theory*) permet d'approfondir cette idée (Haselhuhn, 2025). Elle suggère que la masculinité est souvent vécue comme un statut fragile, qui doit être continuellement démontré et peut être facilement remis en cause. Dans ce cadre, certaines politiques climatiques peuvent être perçues comme une menace lorsqu'elles remettent en question des pratiques associées à la virilité, comme conduire de grosses voitures, consommer de la viande, travailler dans des industries extractives, valoriser l'indépendance individuelle ou refuser les contraintes collectives. Comme résultat, plus les hommes ressentent une insécurité vis-à-vis de leur masculinité, plus ils sont susceptibles d'exprimer du climato-scepticisme et de rejeter les politiques environnementales (Haselhuhn, 2025). Le rejet de politiques climatiques peut alors fonctionner comme une manière de réaffirmer une identité masculine menacée.

Les recherches mobilisant la théorie de justification du système (*system justification theory*) viennent s'ajouter à cette analyse (Goldsmith, Feygina & Tost, 2013). Cette théorie désigne une tendance « psychologique à préserver un sentiment de certitude, de sécurité et de cohésion en percevant de manière motivée le statu quo ainsi que le système socioéconomique existant comme bénéfique, juste, stable et légitime, particulièrement lorsque les individus sont confrontés à des situations de dépendance ou de menace » Goldsmith, Feygina & Tost, 2013, p. 159). Elle freine les efforts visant à répondre aux défis collectifs et, en particulier, favoriser le déni, la résistance ou l'inaction face au changement climatique et aux problèmes environnementaux. Les hommes qui soutiennent les normes de masculinités hégémoniques sont en général plus disposés à défendre les structures sociales existantes et de justifier le système comme étant juste et stable. Dans le domaine climatique, cela renforce l'attachement au système fossile, à la croissance économique ou aux hiérarchies sociales qui bénéficient à certains groupes (principalement les minorités blanches et masculines au pouvoir).

Le déni climatique apparaît ainsi comme une défense identitaire plutôt qu'être purement le résultat d'un déficit d'information. En protégeant des normes de masculinité ressenties comme étant menacées, il contribue directement à perpétuer l'inaction, ou du moins retarder l'action urgente dont on a besoin face à la crise climatique.

3.3.4. La production des savoirs climatiques et l'invisibilisation des masculinités

Comme je l'ai mentionné dans mon rapport de stage, aucune production de savoir n'est neutre. Toute connaissance émerge de conditions sociales, institutionnelles et historiques particulières, produites par des acteurs et actrices situé·e·s plutôt que par un point de vue désincarné et universel (Haraway, 1988). Reconnaître ce caractère situé des savoirs climatiques suppose donc de s'interroger non seulement sur ce qu'ils affirment, mais sur les conditions dans lesquelles ils sont produits et sur les rapports de pouvoir qui les traversent.

Cette question rejoint les réflexions développées autour des injustices épistémiques, qui montrent que savoir et pouvoir politique sont étroitement imbriqués (Tuana, 2013). Il devient dès lors nécessaire de se demander à qui bénéficient les connaissances produites et les solutions qu'elles rendent possibles : qui définit les problèmes climatiques jugés prioritaires ? Qui décide des données à mesurer et de celles qui ne le sont pas ? Quels types de solutions sont financés et considérés comme réalistes, et lesquels sont d'emblée écartés comme irréalistes ou marginaux ? Quels intérêts économiques ou politiques bénéficient, en définitive, de certaines manières de définir la crise plutôt que d'autres ? Ces questions ne sont pas le sujet principal de ce travail mais elles sont importantes puisqu'elles déterminent quelles causes sont jugées pertinentes et quelles solutions apparaissent légitimes, avant même que le débat climatique ne commence véritablement.

On a vu dans les parties un et deux de ce travail que les masculinités sont trop peu pensées dans les savoirs dominants sur la crise climatique. Ici, j'argumente que cette invisibilisation est liée à l'histoire des institutions qui produisent les savoirs dominants. Buckingham (2023) souligne que la production de connaissances climatiques, dans le paradigme scientifique européen, est traversée par des logiques masculinistes : objectivité désincarnée, expertise technique, rationalité économique, distance émotionnelle, contrôle de la nature et hiérarchisation des savoirs. Ces institutions se sont historiquement développées au sein de sociétés structurées par des rapports patriarcaux, coloniaux et capitalistes, valorisant une masculinité fondée sur la force, la compétition, l'autorité et la maîtrise. Elles déterminent ainsi inévitablement non seulement les formes de savoir reconnues comme légitimes et les compétences valorisées, mais aussi les politiques considérées comme réalistes et les intérêts économiques présentés comme allant de soi. Dans ce contexte, les masculinités hégémoniques peuvent rester invisibles justement parce qu'elles occupent une position de norme : ce qui est dominant apparaît rarement comme situé, il apparaît comme neutre. C'est ce constat qui avait motivé l'émergence des études sur les masculinités, dont l'un des objectifs est de sortir les hommes de cette fausse neutralité pour les analyser, eux aussi, comme des sujets situés dans des rapports de genre (Gottzén, Mellström & Shefer, 2019). Cette dynamique produit un effet circulaire. En effet, les structures sociales qui ont contribué à l'émergence de la crise climatique participent également à définir les savoirs mobilisés pour y répondre. Les institutions qui ont historiquement organisé l'exploitation des ressources fossiles sont, en partie, les mêmes qui produisent aujourd'hui les cadres d'analyse et les solutions censés répondre à la crise qu'elles ont contribué à produire. Cette tension rejoint l'avertissement d'Audre Lorde déjà mentionné ci-dessus, pour qui les outils du maître ne permettent jamais de démanteler la maison du maître (Lorde, 2018). Des cadres de savoir façonnés par les mêmes logiques de maîtrise, de contrôle et de croissance qui ont produit le système fossile peinent structurellement à en interroger les fondements les plus profonds.

L'objectif ultime de ce travail est de montrer que rendre visibles les masculinités hégémoniques dans l'analyse climatique est nécessaire. Mon ambition n'est pas du tout de remplacer une explication technico-scientifique par une explication exclusivement culturelle ou sociale. La crise climatique résulte de processus imbriqués

(comme industrialisation, colonialisme, capitalisme, extractivisme, infrastructures fossiles, politiques publiques, rapports de classe, racisme...) et les masculinités doivent être comprises comme une dimension parmi d'autres. Cependant, elle doit être reconnue comme une dimension transversale, qui traverse et relie ces différents systèmes de pouvoir plutôt que de s'y substituer. Cette approche permet de comprendre que les normes masculines ne se logent pas seulement dans les comportements individuels, mais aussi dans les modèles de développement, les institutions qui produisent le savoir et les imaginaires politiques. Elle permet également d'interroger les formes de transition qui risquent de reproduire les mêmes rapports de domination sous une apparence plus verte. L'absence d'analyse des masculinités limite la compréhension des causes de la crise et des résistances à sa transformation.

3.4. Vers des masculinités écologiques ?

Pour terminer ce travail, je souhaite ouvrir une brève réflexion sur une des solutions qui a été proposée dans la littérature que je trouve intéressante. L'objectif ici n'est pas tant de développer en détail le sujet des masculinités écologiques puisqu'elles méritent à elles seules plus d'espace et d'attention, mais plutôt d'ouvrir une voie de réflexion quant aux possibilités d'un futur où masculinités hégémoniques et écologie sont repensées.

Si les masculinités hégémoniques sont comprises, comme elles le sont dans ce mémoire, comme étant des pratiques, des normes, des imaginaires et des rapports de pouvoir socialement construits au sein de l'ordre de genre, elles doivent être reconnues comme étant capables d'être transformées. Les travaux de Hultman et Pulé (2018, 2019) sur les masculinités écologiques proposent de réduire l'impact que les masculinités hégémoniques ont sur la production et perpétuation de la crise climatique en promouvant des formes de masculinité fondées sur le care, la responsabilité, l'interdépendance, la coopération et la protection des conditions de vie. Cette perspective a l'intérêt d'éviter de penser l'écologie comme une menace pour les hommes ou comme une simple injonction morale à modifier des comportements individuels : elle suggère qu'il est possible de construire des identités masculines valorisantes et respectueuses de l'environnement sans les fonder sur la domination, la consommation intensive ou l'exploitation de la nature.

Nelson (2019) s'est aussi penché sur la question de la transformation des masculinités. Elle insiste ainsi sur la nécessité de développer des formes d'identité non destructrices pour le climat, mais qui demeurent socialement et personnellement valorisantes, notamment en s'appuyant sur le souci du collectif et le care. Elle propose concrètement de déplacer les référents identitaires masculins de la figure du travailleur ou de l'exploitant des ressources vers celle du protecteur : plutôt que de percevoir la protection de l'environnement comme une menace féminisante, elle pourrait être redéfinie comme une expression de force et de responsabilité masculine, au même titre que la protection de sa famille ou de sa communauté. Nelson s'appuie notamment sur des cas d'anciens mineurs de charbon en Appalaches devenus militants pour la justice environnementale, dont la

reconversion identitaire s'est appuyée moins sur des arguments scientifiques que sur un sentiment de trahison envers leur communauté et leurs proches de la part des entreprises extractives qui les employaient. Cette stratégie illustre un exemple de transformation des masculinités hégémoniques qui ne passe pas nécessairement par un rejet frontal des idéaux de force et de protection qui leur sont associés, mais peut aussi s'appuyer sur eux pour les réorienter vers des pratiques moins destructrices et plus tournées vers la prise de soin de l'environnement.

Ces approches me semblent ouvrir une piste de réflexion précieuse, même si elles restent nécessairement partielles. Puisque les masculinités sont, comme ce mémoire l'a montré, apprises et socialement construites plutôt que naturelles ou immuables, il me semble essentiel de les penser comme des structures flexibles, capables d'évoluer vers des formes davantage tournées vers le soin et la responsabilité collective face à l'environnement. Cette transformation ne peut toutefois pas reposer sur la seule volonté individuelle : elle suppose un travail de longue haleine, ancré dans l'éducation, les processus de socialisation dès l'enfance, et la manière dont les institutions (politiques, économiques, médiatiques, scolaires) valorisent ou dévalorisent certains modèles identitaires plutôt que d'autres. Repenser les masculinités hégémoniques implique donc de repenser une partie du système social qui les produit et les reproduit continuellement, ce qui est un chantier considérable.

Je n'ai pas la prétention d'apporter ici une solution à cette question, qui mériterait d'être développée dans des travaux futurs plus spécifiquement consacrés aux masculinités écologiques. Ce que je retiens surtout de cette réflexion, c'est qu'elle dessine une porte de sortie possible. Maintenant que l'on comprend mieux le rôle que jouent les masculinités hégémoniques dans la production et la perpétuation de la crise climatique, il devient nécessaire de penser leur transformation main dans la main avec la transformation des structures économiques, politiques et institutionnelles qui les soutiennent. Une transition énergétique qui laisserait intactes les masculinités hégémoniques risquerait de reproduire, sous une forme simplement plus verte, les mêmes rapports de domination et de contrôle qui ont contribué à produire la crise climatique en premier lieu. À l'inverse, une transformation des masculinités qui ne s'accompagnerait pas d'une remise en question plus large des systèmes de pouvoir resterait inefficace. C'est donc bien l'articulation des deux, plutôt que l'un ou l'autre isolément, qui me semble constituer la piste la plus prometteuse pour l'avenir.

Conclusion

Ce mémoire est parti d'une question peu explorée dans la littérature académique existante : comment les masculinités hégémoniques participent-elles à la production et à la perpétuation de la crise climatique ? Cette question théorique trouve son origine dans mon stage au sein de l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique, et plus

particulièrement ma contribution au projet de recherche sur le pétropatriarcat. C'est ce projet qui m'a donné un premier accès empirique à ce que la suite de ce travail a cherché à systématiser théoriquement. Répondre à cette question m'a d'abord amené à montrer que les cadres dominants de compréhension du changement climatique, qu'ils soient produits par les institutions internationales, l'Union européenne, les États membres à travers leurs plans climatiques ou le GIEC lui-même, tendent à privilégier largement des approches technico-économiques. Ces approches sont indispensables pour adresser la crise climatique, mais elles ne suffisent pas à expliquer les dynamiques sociales à l'origine de la crise, et elles laissent peu de place à la compréhension des rapports de pouvoir qui la structurent.

La deuxième partie a ensuite montré que le genre constitue une grille d'analyse essentielle pour comprendre la crise climatique. Ses effets, les capacités d'adaptation, l'accès aux ressources, les attitudes, les connaissances et la participation aux décisions climatiques sont profondément genrés. Cette partie a aussi souligné une limite persistante de la littérature existante : le genre y est presque exclusivement mobilisé pour analyser les impacts différenciés de la crise, rarement pour en interroger les causes et les masculinités en restent les grandes oubliées.

C'est cette limite que la troisième partie a cherché à combler, en plaçant les masculinités hégémoniques au centre de l'analyse. Ce travail a montré qu'elles participent à la crise climatique d'au moins quatre manières : par leur développement historique conjoint avec le système industriel et fossile; par la socialisation de normes de consommation qui rendent certaines pratiques fortement émettrices désirables et difficiles à abandonner ; par leur articulation avec des formes contemporaines de déni et de résistance aux politiques climatiques, où le rejet de ces politiques fonctionne comme une réaffirmation identitaire ; et enfin par leur inscription dans les structures mêmes de production des savoirs climatiques, qui contribuent à rendre ces dimensions masculines de la crise moins visibles, précisément parce qu'elles occupent une position de norme plutôt que d'objet d'analyse.

Ce dernier point constitue sans doute l'apport principal de ce mémoire stage. Rendre visibles les masculinités hégémoniques consiste à reconnaître qu'elles traversent, de manière transversale, les systèmes industriels, économiques et institutionnels qui ont produit la crise climatique, ainsi que les cadres de savoir à travers lesquels celle-ci continue d'être analysée. Tant que ces normes demeurent impensées, elles continuent de structurer silencieusement les définitions du problème climatique et les solutions considérées comme légitimes.

Ce mémoire stage reste humble dans son apport de solutions concrètes concernant la prise en compte des masculinités dans les questions climatiques. Les travaux mentionnés à la fin de la troisième partie sur les masculinités écologiques, qui explorent des identités masculines fondées sur le care, l'interdépendance et la responsabilité collective, sont intéressants et méritent d'être approfondis, main dans la main avec une remise en question plus large des systèmes de pouvoir en place. Il reste également nécessaire de mieux comprendre

comment l'omniprésence des masculinités hégémoniques continue d'influencer, souvent silencieusement, les réponses apportées à la crise climatique. C'est dans cette double direction que ce mémoire invite à poursuivre la réflexion.

Bibliographie

- Allwood, G. (2020). Mainstreaming gender and climate change to achieve a just transition to a climate-neutral Europe. *Journal of Common Market Studies*, 58, 1-14.
- Allwood, G. (2023). *Climate mainstreaming: climate and gender policy*. Foundation for European Progressive Studies
- Aguilar, L. (2013). A path to implementation: Gender-responsive climate change strategies. In M. Alston & K. Whittenbury (Eds.), *Research, action and policy: Addressing the gendered impacts of climate change* (pp. 149–157). Springer.
- Alston, M., & Whittenbury, K. (Eds.). (2012). *Research, action and policy: Addressing the gendered impacts of climate change*. Springer Science & Business Media.
- Anshelm, J., & Hultman, M. (2014) A green fatwā? Climate change as a threat to the masculinity of industrial modernity. *NORMA: International Journal for Masculinity Studies*, 9:2, 84-96.
- Atrey, S. (2023). The inequality of climate change and the difference it makes. In C. Albertyn, H. Alviar García, M. Campbell, S. Fredman, & M. Rodríguez de Assis Machado (Eds.), *Feminist frontiers in climate justice: Gender equality, climate change and rights* (pp. 17–40). Edward Elgar Publishing.
- Belgique. (2023). *Plan national énergie-climat belge 2021-2030 (PNEC) — Projet de mise à jour, version du comité de concertation du 22 novembre 2023*.
- Berland, O., & Leroutier, M. (2025). The gender gap in carbon footprints: determinants and implications.
- Brulle, R. J., & Pellow, D. N. (2006). Environmental justice: human health and environmental inequalities. *Annual review of public health*, 27(1), 103-124.
- Buckingham, S. (2023). Climate change and gender. In G. Pellegrino & M. Di Paola (Eds.), *Handbook of philosophy of climate change*. Springer Nature Switzerland.
- Chancel, L., Piketty, T., Saez, E., & Zucman, G. (Eds.). (2022). *World inequality report 2022*. Harvard University Press.
- Connell, R. (1987). *Gender and power: Society, the person, and sexual politics*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Connell, R. (1995). *Masculinities* (2nd ed.). Cambridge: Polity Press.
- Connell, R. (2017). Foreword: Masculinities in the Sociocene. In S. MacGregor & N. Seymour (Eds.), *Men and nature: Hegemonic masculinities and environmental change* (pp. 5–8). Munich: RCC Perspectives.
- Council of the European Union. (2020). *Council Regulation (EU, Euratom) 2020/2093 of 17 December 2020 laying down the multiannual financial framework for the years 2021 to 2027*. Official Journal of the European Union, L 433I, 11–22
- Daggett, C. (2018). Petro-masculinity: Fossil fuels and authoritarian desire. *Millennium*, 47(1), 25-44.
- Denton, F. (2002). Climate change vulnerability, impacts, and adaptation: Why does gender matter? *Gender*

& *Development*, 10(2), 10–20.

- Engelsbak, L. W. (2026). A globe of one's own: The inverse effect of women's political representation on GHG emissions. In S. Buckingham, M. Hultman, G. L. Magnúsdóttir, & K. Morrow (Eds.), *Feminist climate policy in industrialised states: A gender-just climate emergency response* (pp. 48–71).
- Goldsmith, R. E., Feygina, I., & Tost, L. P. (2013). The gender gap in environmental attitudes: A system justification perspective. In M. Alston & K. Whittenbury (Eds.), *Research, action and policy: Addressing the gendered impacts of climate change* (pp. 159–171). Springer
- Gottzén, L., Mellström, U., & Shefer, T. (2019). Introduction: Mapping the field of masculinity studies. In L. Gottzén, U. Mellström, & T. Shefer (Eds.), *Routledge international handbook of masculinity studies*. Routledge.
- Haraway, D. (1988). Situated knowledges: The science question in feminism and the privilege of partial perspective. *Feminist Studies*, 14(3), 575–599.
- Haselhuhn, M. P. (2025). Man enough to save the planet? Masculinity concerns predict attitudes toward climate change. *Journal of Environmental Psychology*, 102772, 1-8.
- Hultman, M., & Pule, P. M. (2018). *Ecological masculinities: Theoretical foundations and practical guidance*. Routledge.
- Hultman, M., & Pulé, P. (2019). Ecological masculinities: a response to the manthropocene question?. In *Routledge international handbook of masculinity studies* (pp. 477-487). Routledge.
- IPCC. (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegria, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, & B. Rama, Eds.). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>
- Israel, A. L., & Sachs, C. (2013). A climate for feminist intervention: Feminist science studies and climate change. In M. Alston & K. Whittenbury (Eds.), *Research, action and policy: Addressing the gendered impacts of climate change* (pp. 33–51).
- Lopes Cardozo, B et al. (2012). Psychological distress, depression, anxiety, and burnout among international humanitarian aid workers: a longitudinal study.
- Lorde, A. (2018). *The master's tools will never dismantle the master's house*. Penguin.
- Mavisakalyan, A., & Tarverdi, Y. (2019). Gender and climate change: do female parliamentarians make difference?. *European Journal of Political Economy*, 56, 151-164.
- McCright, A. M. (2010). The effects of gender on climate change knowledge and concern in the American public. *Population and environment*, 32(1), 66-87.
- McCright, A. M., & Dunlap, R. E. (2011). Cool dudes: The denial of climate change among conservative white males in the United States. *Global Environmental Change*, 21(4), 1163–1172.
- Nelson, J. (2019). Petro-masculinity and Climate Change Denial Among White, Politically Conservative

- American males. *Journal of Psychological Studies*, 1-14.
- Pearse, R. (2017). Gender and climate change. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 8(2), e451
- Romm, J. J. (2022). *Climate change: What everyone needs to know*. Oxford University Press.
- Tuana, N. (2013). Gendering Climate Knowledge for Justice: Catalyzing a New Research Agenda. In M. Alston & K. Whittenbury (Eds.), *Research, action and policy: Addressing the gendered impacts of climate change* (pp. 149–157). Springer.
- Zelezny, L. C., Chua, P. P., & Aldrich, C. (2000). New ways of thinking about environmentalism: Elaborating on gender differences in environmentalism. *Journal of Social issues*, 56(3), 443-457.

Annexe

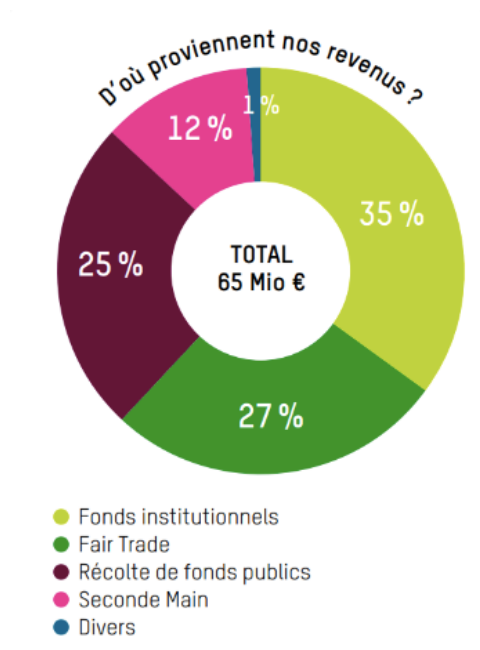
Figure 1 : Classement des *outcomes* par catégories d'inclusion du genre.

Source : Internal Report Oxfam 2025



Figure 2 : Le financement d'Oxfam Belgique en 2024.

Source : <https://oxfambelgique.be/transparence-et-finance>



Document 1 : Travail réalisé au stage

L'exploitation du pétrole s'inscrit dans un système de pouvoir plus large de pétropatriarcat. Ce concept désigne un ordre socio-économique dans lequel l'industrie pétrolière, les structures de pouvoir patriarcales et certaines formes de masculinité dominantes se renforcent mutuellement.¹ L'exploitation du pétrole n'est donc pas seulement le produit d'un capitalisme patriarcal préexistant, elle le consolide.

L'histoire de TotalEnergies révèle ces liens étroits entre l'exploitation du pétrole, les structures patriarcales de pouvoir et certaines formes de masculinité associées à la conquête, à l'entre soi masculin, à la violence et la maîtrise technique de la nature. Elle s'inscrit dans des dynamiques plus larges où l'exploitation du pétrole est directement liée aux héritages de la guerre, aux rapports de pouvoir hérités du colonialisme et à des structures économiques et sociales profondément marquées par la domination d'une poignée d'hommes issus principalement des puissances occidentales. Par cette histoire et sa présence importante en Belgique, elle représente un exemple adéquat de comment industrie pétrolière belge et système sexiste patriarcal s'entre croisent et s'auto-soutiennent.

Un système pétropatriarcal peut s'exprimer sous plusieurs aspects : (1) une domination masculine institutionnelle, (2) un entre-soi masculin reposant sur des réseaux hybrides entre sphères publiques et privées qui assurent la circulation et la reproduction des élites masculines, et (3) la création d'une certaine forme de masculinité violente et hégémonique liée à l'exploitation et consommation du pétrole. L'histoire de TotalEnergies révèle ces trois dimensions.

L'histoire de TotalEnergies

TotalEnergies est le résultat d'une grande fusion entre Total, Petrofina (la compagnie belge des pétroles) et Elf Aquitaine qui a eu lieu en 1999-2000. Présente aujourd'hui dans plus de 130 pays, la compagnie multinationale emploie plus de 100 000 personnes et possède plus d'un millier de filiales à travers le globe. En Belgique, sa présence est particulièrement évidente à travers l'héritage pétrochimique de Petrofina sous le nom TotalEnergies Petrochemicals & Refining et son absorption en 2016 de l'entreprise belge Lampiris, maintenant connue sous le nom TotalEnergies power & gaz Belgium. Depuis 2011, TotalEnergies a absorbé d'autres entreprises comme Sunpower, Novatek, Saft, Maersk Oil et Engie LNG.

Cependant, l'histoire institutionnelle de TotalEnergies n'est pas une simple success story industrielle et entrepreneuriale. Lorsqu'on s'intéresse aux rapports de pouvoir qui structurent l'entreprise, on y trouve une dimension institutionnelle, culturelle et sociale profondément marquée par les rapports de genre.

¹ Daggett, C. (2018). Petro-masculinity: Fossil fuels and authoritarian desire. *Millennium*, 47(1), 25-44.

Fusions et absorption TotalEnergies

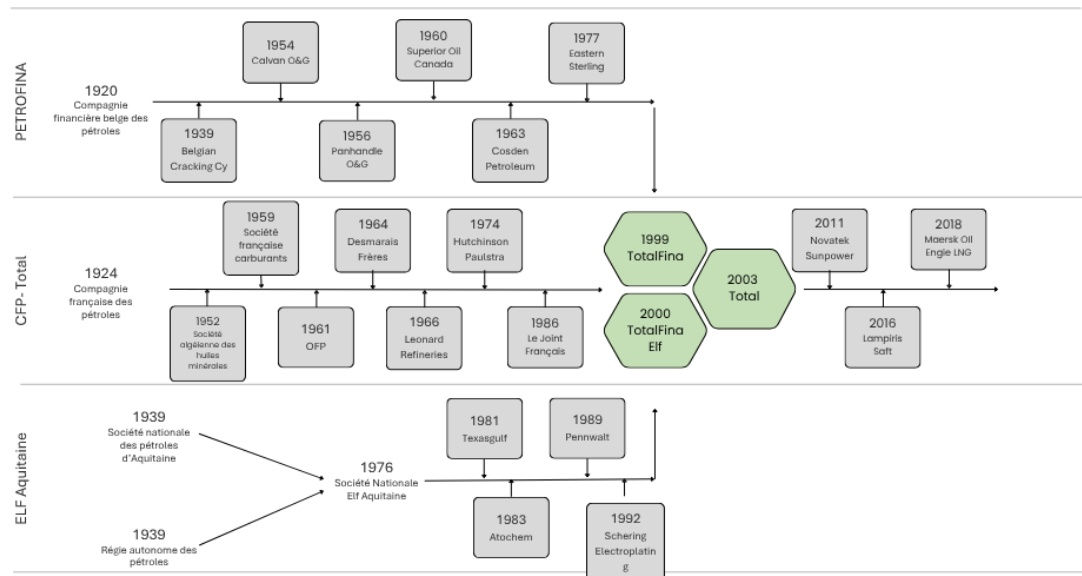


Figure 1 Source: Basé sur Tristan Gaston Breton. *Total, A Pioneering Spirit*, pp. 422-423.

1. Domination masculine institutionnelle

Les présidents de TotalEnergies ont été, jusqu'à maintenant, exclusivement des hommes. Dès ses origines, l'entreprise est dirigée par des figures issues des élites économiques, politiques et technocratiques françaises et belges.

Ernest Mercier, premier dirigeant de la Compagnie française des pétroles (CFP), était un ingénieur diplômé de Polytechnique et de Mines en charge de la responsabilité d'assurer l'indépendance énergétique française. Du côté belge, c'est Émile Francqui, financier et homme d'affaires belge, ancien commissaire du Congo belge, qui se voit confier la direction de la compagnie financière belge des pétroles.

De nombreux présidents se succèdent à la tête des trois différentes compagnies à travers le 20^{ème} siècle, jusqu'à la fusion entre Total, Petrofina et Elf. Le nouveau groupe sera dirigé par Thierry Desmarest, diplômé de Polytechnique et du Corps des Mines qui a d'abord occupé des fonctions de conseiller technique aux ministères français de l'Industrie et de l'Économie. Il devient président de Total en 1995 et orchestra la fusion des trois entreprises. Petrofina était alors principalement contrôlée par le Groupe Bruxelles Lambert, la holding de Paul Desmarais et Albert Frère, ce dernier en ayant assuré la direction pendant plus de dix ans. Cette continuité masculine se prolonge jusqu'à aujourd'hui avec Patrick Pouyanné, ingénieur Polytechnique membre du corps des mines et président de l'entreprise depuis 2015.

Cette domination masculine se reflète aussi nettement dans les organes de gouvernance du groupe. En 2000, le comité exécutif (Comex), responsable des décisions stratégiques de l'entreprise, est composé de 9 hommes sur 9 membres, et le conseil d'administration de 19 hommes sur 20 membres.²

Malgré la mise en place de cadres législatifs visant à améliorer la représentation des femmes, notamment avec la loi Copé-Zimmermann adoptée en 2011 qui impose progressivement un quota de 40 % de femmes dans les conseils d'administration à partir de 2017, ces avancées restent en grande partie formelles. Si le conseil d'administration de TotalEnergies s'est effectivement féminisé sous contrainte légale (voir graphique), le cœur du pouvoir décisionnel demeure concentré ailleurs. Le comité exécutif (Comex), organe stratégique central de l'entreprise, est resté exclusivement masculin jusqu'en 2016, année de nomination de la première femme, Namita Shah, et reste aujourd'hui encore largement dominé par les hommes (7 sur 9).³

Si la question de la parité s'impose progressivement dans les discours, les objectifs fixés par l'entreprise restent limités. TotalEnergies vise ainsi 30 % de femmes dans ses instances dirigeantes à l'horizon 2025,⁴ un seuil qui demeure bien en deçà de la parité. En 2024, les hommes occupent encore la majorité des postes : 7 sur 9 au Comex et 8 sur 14 au conseil d'administration.⁵ Malgré une progression relative (33,3 % dans le G70, 29,5 % parmi le senior executives et 25,8 % parmi les senior managers),⁶ le pouvoir décisionnel reste historiquement et structurellement masculin.

Cette dissociation entre une féminisation partielle souvent contrainte des instances de gouvernance et la persistance d'une domination masculine dans les sphères exécutives met en évidence les limites des politiques d'égalité formelle. Elle révèle surtout la continuité de structures de pouvoir profondément genrées, où les positions les plus influentes demeurent majoritairement occupées par des hommes.

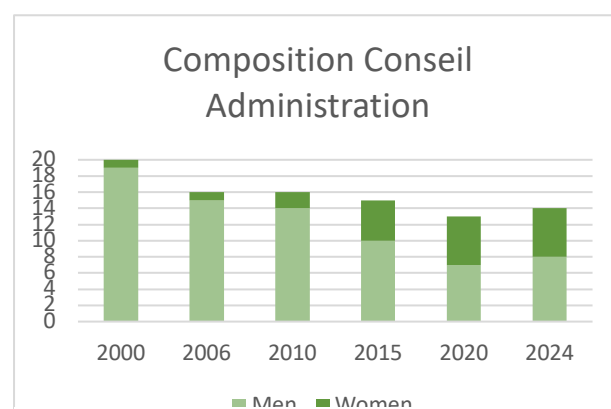


Figure 3 Source: Documents de référence TotalEnergies

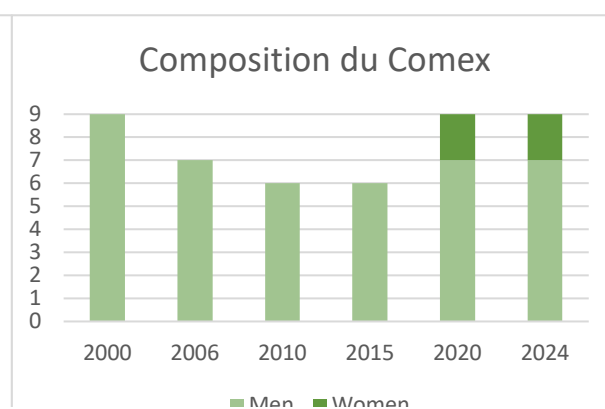


Figure 2: Source: Documents de référence TotalEnergies

² Rapport annuel TotalFinaElf 2000

³ Document de référence Total 2016

⁴ Document d'enregistrement universel TotalEnergies 2024

⁵ Ibid

⁶ Ibid

Si la domination masculine caractérise historiquement l'ensemble des grandes entreprises industrielles, certaines branches ont progressivement amorcé, à partir des années 1980–1990, une ouverture certes limitée à la féminisation des postes de direction, notamment dans les soins de santé et de l'éducation.⁷ Le secteur énergétique, et plus particulièrement l'industrie pétrolière, s'inscrit toutefois dans des domaines liés aux sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM), où les inégalités de genre restent particulièrement marquées.⁸

Ces secteurs figurent parmi ceux où la représentation des femmes, notamment dans les postes de direction, demeure une des plus faible.⁹ Dans ce contexte, TotalEnergies illustre une continuité masculine particulièrement forte : ses instances dirigeantes restent exclusivement masculines jusqu'au début des années 2000, et cette domination masculine institutionnelle se prolonge encore jusqu'à aujourd'hui.

2. Importance des réseaux masculins

Les structures organisationnelles de TotalEnergies sont construites autour de réseaux masculins, élitistes et fortement interconnectés. Par exemple, au sein de TotalEnergies, une grande partie des dirigeants provient d'un nombre restreint d'institutions prestigieuses françaises, en particulier École polytechnique et le Corps des Mines. Parmi les 9 présidents du groupe TotalEnergies à travers son histoire, 7 sont issus de Polytechnique et 5 ont été membres du Corps des Mines, ce groupe d'ingénieurs fonctionnaires de l'État, formés pour occuper des postes stratégiques dans l'administration publique et les grandes entreprises.

Cette concentration témoigne d'un entre-soi où le pouvoir se transmet à travers des réseaux scolaires et professionnels fermés, favorisant la reproduction des mêmes profils sociaux, de genre et de pensée.¹⁰ Anne Lauvergeon, première femme à intégrer le conseil d'administration de Total, est elle-même issue du Corps des Mines, suggérant le fait que l'accès aux postes influents passe par l'intégration à ces réseaux d'élite, historiquement masculins.

En Belgique, la relation entre Albert Frère et Paul Desmarais en est une illustration emblématique. Amis proches et partenaires d'affaires de longue date, ils ont construit ensemble un puissant empire financier à travers le Groupe Bruxelles Lambert. Leur collaboration repose sur une confiance personnelle et des intérêts économiques partagés caractéristiques de ces réseaux où les alliances se nouent entre hommes issus de milieux similaires et formées autour d'amitiés masculines. En 2007, ils détenaient ensemble environ 5 % du capital de Total,¹¹ renforçant leur influence sur la gouvernance du groupe.

⁷ World Economic Forum. (2024). *Global gender gap report 2024*.

⁸ Ibid

⁹ Ibid

¹⁰ Greenpeace France. (2021, 21 avril). *Épisode 2 – Grandes écoles : l'antichambre de Total*

¹¹ Les amis de la Terre, *Total: La mise en examen*, 2008

Ces réseaux se construisent et se perpétuent dès la formation universitaire. Le pôle Université Paris-Saclay, où sont formés de nombreux ingénieurs et cadres du secteur énergétique, entretient encore aujourd'hui des liens étroits avec TotalEnergies. Une large part des structures de recherche spécialisées dans le climat et la transition énergétique y est financée ou associée à de grandes entreprises : environ 90 % sont liées à des multinationales françaises, dont 85 % à TotalEnergies.¹² Cette imbrication entre formation, recherche et industrie contribue à orienter les savoirs, les carrières et les solutions envisagées pour l'avenir énergétique, perpétuant ainsi des logiques de pouvoir et des visions du monde façonnées au sein de ces mêmes réseaux fermés principalement masculins.

Porosité public/privé

Un élément particulièrement révélateur de la porosité entre sphère publique et privée dans l'histoire de TotalEnergies est le rôle central joué par le Corps des Mines. 5 des 9 présidents du groupe ont été intégrés à ce corps d'élite, qui constitue l'un des principaux viviers de hauts fonctionnaires. Créé pour placer les ingénieurs les plus prometteurs au service de l'État, le Corps des Mines forme des profils destinés à occuper des postes stratégiques dans l'administration, notamment dans les ministères de l'Industrie, de l'Économie ou de l'Énergie, tout en maintenant des liens étroits avec les grandes entreprises industrielles.¹³

Cette formation institutionnalise en réalité une circulation continue entre secteur public et secteur privé. De fait, ces ingénieurs commencent souvent leur carrière comme hauts fonctionnaires, participent à l'élaboration des politiques publiques, puis rejoignent des groupes comme TotalEnergies. Des figures comme Thierry Desmarest ou Patrick Pouyanné illustrent cette trajectoire, ayant occupé des fonctions au sein de ministères avant de diriger l'entreprise.

Ce système ne relève pas d'exceptions individuelles mais d'une organisation structurelle des élites, où les mêmes profils circulent entre régulation et exploitation des ressources. Il en résulte un alignement profond entre les intérêts de l'État et ceux des grandes entreprises énergétiques, ainsi qu'une forme de capture institutionnelle où les décisions publiques sont façonnées par des acteurs partageant les mêmes formations, réseaux et visions du monde, historiquement masculin.

Loin d'être considéré comme anodin, ce type de trajectoire fait l'objet d'un encadrement juridique spécifique visant à prévenir les conflits d'intérêts. Les agents publics doivent maintenant, dans certains cas, respecter un délai de carence avant de rejoindre une entreprise privée ou obtenir l'autorisation d'une autorité indépendante, aujourd'hui la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

¹² Greenpeace. Comment TotalEnergies influence la science, 2022

¹³ Mines Paris. *Corps des Mines*. <https://www.minesparis.psl.eu/formations/le-corps-des-mines/>

L'existence même de ce cadre réglementaire montre que ces circulations entre État et grandes entreprises comme TotalEnergies ne sont pas perçues comme neutres. Au contraire, elles sont reconnues comme potentiellement problématiques, car susceptibles de favoriser une continuité d'intérêts, un alignement des visions et, plus largement, une forme de capture des décisions publiques par des élites issues des mêmes réseaux.

3. Masculinité violente et dominante

Depuis le XX^e siècle, l'accès aux ressources énergétiques structure une partie importante des rapports de force géopolitiques et influence les stratégies militaires des États. L'histoire de TotalEnergies est étroitement liée aux héritages de la guerre, aux rapports de pouvoir hérités du colonialisme et à des structures économiques et sociales profondément marquées par la domination masculine.

Elle commence au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans un contexte où le pétrole devient une ressource indispensable pour les puissances occidentales. L'effort de guerre révèle l'importance cruciale du contrôle des ressources pétrolières pour la sécurité nationale. Comme le dit Georges Clemenceau en 1917 au président états-unien Wilson : « Si les Alliés ne veulent pas perdre la guerre, il faut que la France combattante possède l'essence aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain ».¹⁴ Éclairé par l'importance que prend le pétrole, et conscient de sa forte dépendance aux États-Unis qui contrôlent alors près de 70 % de la production mondiale, l'État français décide de développer une politique nationale du pétrole afin d'assurer son indépendance énergétique.¹⁵

La fin de la Première Guerre mondiale et le démantèlement de l'Empire ottoman ouvrent un accès stratégique aux ressources pétrolières de l'Asie du Sud-Ouest. C'est dans ce contexte que la CFP débute ses activités en Mésopotamie, dans l'actuel Irak, en s'inscrivant directement dans les logiques de partage colonial des territoires.

La création de Petrofina s'inscrit elle aussi dans ces dynamiques d'après-guerre, puisqu'elle résulte d'opportunités d'investissement dans des compagnies pétrolières roumaines confisquées à l'Allemagne,¹⁶ illustrant une nouvelle fois le lien étroit entre redistribution des ressources, rapports de pouvoir et développement de l'industrie pétrolière belge.

La Seconde Guerre mondiale constitue un autre moment clé. Durant l'occupation, certaines activités pétrolières de Petrofina passent sous contrôle nazi, tandis que la CFP est contrainte de composer avec le régime

¹⁴ Gaston Breton, p. 33.

¹⁵ Salut, S. (2006). Politique nationale du pétrole, sociétés nationales et «pétrole franc». *Revue historique*, 638(2), p.355.

¹⁶ Dumoulin, M. (1997). *Petrofina. Un groupe pétrolier international et la gestion de l'incertitude. Tome I : 1920–1979*. Presses universitaires de Louvain / Éditions Peeters.

de Vichy à partir de 1940, illustrant les liens étroits entre industrie pétrolière, guerre et régimes politiques autoritaires.

Les transformations liées à la décolonisation redéfinissent ensuite en profondeur les équilibres du secteur. La création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole en 1960 marque la volonté des États producteurs de reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles face à l'influence des grandes compagnies occidentales. Dans ce contexte de recomposition, la CFP agit comme une véritable puissance diplomatique privée, disposant d'une capacité d'influence significative dans les négociations internationales liées à l'accès aux ressources énergétiques.¹⁷

Jusqu'à aujourd'hui activités de TotalEnergies se sont parfois déployées dans des contextes politiques marqués par l'autoritarisme ou par des situations de guerre. Dans plusieurs cas, l'exploitation pétrolière ne se contente pas de coexister avec ces régimes, elle contribue directement à leur maintien. Au Mozambique, les projets gaziers du groupe s'inscrivent dans une région marquée par des violences armées, où la sécurisation des installations a entraîné la militarisation du territoire et des accusations de violences contre les populations locales.¹⁸ En Myanmar, la présence de TotalEnergies pendant plus de vingt ans a généré des revenus importants pour la junte militaire, contribuant à financer un régime responsable de violations massives des droits humains.¹⁹ Dans d'autres contextes, comme en Angola, les ressources pétrolières ont joué un rôle central dans le financement et la prolongation de conflits armés.²⁰

Aujourd'hui encore, plusieurs projets pétroliers du groupe, notamment le East African Crude Oil Pipeline en Ouganda et Tanzanie, s'accompagnent de déplacements de populations, de dégradations environnementales majeures, de conflits sociaux et d'une forte militarisation des territoires d'extraction.²¹ La violence n'apparaît donc pas comme un simple effet secondaire de l'exploitation pétrolière : elle constitue une dimension structurelle de son fonctionnement.

Ces dynamiques peuvent être comprises comme s'inscrivant pleinement dans le pétropatriarcat. Elles prolongent une logique de pouvoir fondée sur la domination (de la nature, mais aussi des populations) historiquement associée à des formes de masculinité hégémoniques valorisant la force, le contrôle et la conquête. L'exploitation pétrolière ne produit donc pas seulement des émissions de carbone, elle produit et reproduit des rapports de pouvoir violents, profondément ancrés dans des structures patriarcales.

¹⁷ Wursthorn, K. (2017). La Compagnie française des pétroles au Moyen-Orient: une diplomatie d'entreprise à l'avant-garde de la présence française dans les années 1950. *Relations internationales*, 171(3), 85-96.

¹⁸ Politico, *Dutch report confirms massacre at TotalEnergies' Mozambique gas project*, 4 Decembre 2025

¹⁹ Les Amis de la terre, p. 82

²⁰ Frynas, J. G., & Wood, G. (2001). Oil & war in Angola. *Review of African political economy*, 28(90), 587-606.

²¹ Correia, pp. 77-87.

Imaginaires genrés

Comme l'explique la politologue Cara Daggett, l'industrie pétrolière ne produit pas seulement de l'énergie. Elle produit aussi une certaine vision du monde, dans laquelle le pouvoir est associé à la domination, à la conquête et à la maîtrise de la nature, des valeurs historiquement liées à des formes de masculinité.²²

Dans ce cadre, la dépendance aux énergies fossiles ne relève pas uniquement d'un enjeu économique ou technique. Elle s'inscrit dans un système où le pouvoir se construit à travers la capacité à extraire, contrôler et exploiter les ressources de la Terre.

Ces représentations apparaissent clairement dans les récits produits par TotalEnergies elle-même. Dans son ouvrage *Total, un esprit pionnier* (2019), les ingénieurs, géologues et dirigeants sont décrits comme des pionniers, presque toujours des hommes, affrontant des territoires hostiles et repoussant les limites du possible.

Par exemple, lors de l'expansion en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, notamment en Algérie alors sous domination coloniale française, les activités de l'entreprise sont racontées comme des exploits. La découverte de nouveaux gisements, la construction d'infrastructures gigantesques ou l'exploration de régions éloignées sont mises en scène comme des réussites techniques et humaines.²³ Ce récit valorise la capacité à transformer la nature et à conquérir des espaces, plutôt que de reconnaître ce qu'impliquent réellement ces projets : l'appropriation de territoires, la destruction d'écosystèmes et des conséquences parfois graves pour les populations locales.

Le progrès, la performance et la croissance sont ainsi constamment mis en avant, tandis que des notions comme le respect du vivant, les limites écologiques ou la coexistence avec les écosystèmes restent largement absentes. Les femmes, tout comme les populations locales, sont elles aussi quasiment invisibles dans ces récits, qui reposent sur la figure implicite d'un héros masculin.

Le vocabulaire utilisé n'est pas anodin. Il parle de conquête, de pénétration, d'exploitation. La Terre y est représentée comme un espace à maîtriser. Dans cette vision, extraire du pétrole ne relève pas seulement d'une activité économique : cela devient une démonstration de puissance. Et cette puissance est profondément associée à des formes de masculinité. Cela contribue à renforcer le pétropatriarcat en légitimant à la fois l'exploitation masculine de la nature et la domination masculine dans l'industrie pétrolière.

²² Daggett, p. 25.

²³ Gaston Breton, pp. 155-159.

Conclusion

L'histoire de TotalEnergies est ancrée dans un système de pouvoir global qui articule capitalisme, colonialisme, patriarcat et consommation du pétrole appelé le pétropatriarcat.

À travers cette analyse, on voit que trois dimensions du pétropatriarcat sont étroitement liées dans l'histoire de TotalEnergies : (1) une domination masculine institutionnelle dans ses structures de direction, (2) un entre-soi masculin reposant sur des réseaux hybrides entre sphères publiques et privées qui assurent la circulation et la reproduction des élites masculines, (3) des imaginaires genrés qui associent la consommation et l'exploitation du pétrole à une forme de masculinité fondée sur la puissance, la maîtrise et la domination.

Le pétropatriarcat ne se limite donc pas à une question de représentation ou de diversité au sein de l'entreprise, il désigne un système structurel dans lequel les logiques d'exploitation des ressources, de pouvoir économique et de domination sociale se renforcent mutuellement.

Tout ceci est crucial pour comprendre que la transition énergétique ne peut être réduite à un simple remplacement technologique des sources d'énergie. Pour se détacher du système pétrolier, il faut également remettre en question les structures de pouvoir et les imaginaires de domination qui ont permis son expansion. D'autant plus que TotalEnergies est aujourd'hui fortement investi dans la recherche et le développement liés à la transition énergétique, ce qui implique que les rapports de pouvoir existants risquent de se perpétuer sous de nouvelles formes. L'après-pétrole nécessite ainsi d'imaginer des modèles énergétiques plus démocratiques, plus égalitaires et davantage fondés sur des relations d'interdépendance et de respect

Résumé

Ce mémoire-stage s'inscrit dans le cadre d'un stage au sein de l'équipe plaidoyer d'Oxfam Belgique, où l'autrice a contribué à un projet de recherche sur le pétropatriarcat de l'industrie fossile, point de départ empirique de la réflexion théorique développée. Le rapport de stage propose une réflexion critique sur la (non)prise en compte du genre dans les stratégies de plaidoyer de l'organisation, révélant un écart persistant entre l'engagement institutionnel affiché et son application concrète.

La réflexion théorique interroge le rôle des masculinités hégémoniques dans la production et la perpétuation de la crise climatique. Il part d'un constat : les cadres dominants de compréhension du changement climatique privilégient largement des approches technico-économiques, laissant peu de place aux rapports sociaux et de pouvoir qui structurent la crise. La littérature sur le genre et le climat a montré que la crise n'est pas neutre du point de vue du genre, mais elle reste centrée sur ses conséquences différenciées plutôt que sur ses causes structurelles. Ce travail déplace le regard en plaçant les masculinités hégémoniques au cœur de l'analyse, montrant qu'elles participent à la crise par leur développement historique conjoint avec le système fossile, par la socialisation de normes de consommation à forte intensité carbone, par leur articulation avec les formes contemporaines de déni climatique, et par leur inscription dans les structures de production des savoirs, qui contribuent à les rendre invisibles. Ce mémoire-stage invite à reconnaître les masculinités hégémoniques comme une dimension transversale et encore sous-explorée des causes de la crise climatique.

Mots-clés : Masculinités hégémoniques - Pétromasculinité – Genre - Crise climatique - Productions de savoirs
- Plaidoyer